



pur et simple

rapport annuel 2009



TABLE DES MATIÈRES

VISION	1
SURVOL DE 5N PLUS	2
FAITS SAILLANTS — FINANCES ET EXPLOITATION	3
MESSAGE AUX ACTIONNAIRES	4
PRODUITS ET MARCHÉS	6
RAPPORT DE GESTION	12
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	27
NOTES AFFÉRENTES	
AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	33
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	49

5N PLUS EST UN PRODUCTEUR ET UN RECYCLEUR EN BOUCLE FERMÉE DE MÉTAUX ET DE COMPOSÉS DE HAUTE PURETÉ QUE LES CLIENTS UTILISENT DANS UN LARGE ÉVENTAIL D'APPLICATIONS, COMME LES CELLULES SOLAIRES ET LES APPAREILS MÉDICAUX. 5N PLUS TIRE SON NOM DE LA PURETÉ DE SES PRODUITS (99,999 %, SOIT 5 NEUF OU PLUS), TELS QUE LE TELLURE, LE CADMIUM, LE SÉLÉNIUM ET DE COMPOSÉS CONNEXES, COMME LE TELLURURE DE CADMIUM (CdTe). L'ENTREPRISE COMPTE PRÈS DE 150 EMPLOYÉS ET EXPLOITE DEUX INSTALLATIONS À LA FINE POINTE DE LA TECHNOLOGIE, À MONTRÉAL, AU CANADA ET À EISENHÜTTENSTADT, EN ALLEMAGNE. 5N PLUS EST INSCRITE À LA BOURSE DE TORONTO (VNP-TSX).



vision

CROÎTRE ENSEMBLE, EN HARMONIE AVEC
NOTRE ENVIRONNEMENT, PAR L'INNOVATION
ET L'EXCELLENCE DE NOS PRODUITS
RÉSULTANT DU SAVOIR-FAIRE ET DE
L'ENGAGEMENT DE NOS EMPLOYÉS, POUR
AINSI DEVENIR LE PREMIER PRODUCTEUR DE
PRODUITS DE HAUTE PURETÉ AU MONDE.



LA PURETÉ DÉFINIT NOS PRODUITS. LE SUCCÈS DÉFINIT NOTRE ENTREPRISE.

Afin d'élargir sa gamme de produits, de gagner de nouveaux marchés et d'améliorer encore la qualité de ses produits et services, 5N Plus exploite deux laboratoires, un à Montréal et un second à Eisenhüttenstadt.

Les solutions de recyclage renforcent les relations avec la clientèle

En sa qualité de raffineur de métaux entièrement intégré, 5N Plus se trouve dans une position unique pour offrir à ses clients des solutions de recyclage pour leurs sous-produits et pour les produits finis dont la vie utile est achevée. Dans l'environnement d'affaires actuel, il s'agit d'un avantage concurrentiel important, compte tenu que la plupart de nos clients œuvrent dans le secteur en évolution rapide de la fabrication de cellules solaires. Étant donné les préoccupations environnementales propres à ce secteur et l'accroissement de la réglementation régissant l'utilisation et l'élimination de certains métaux, la possibilité pour le client de bénéficier de solutions à long terme pour la récupération et la réutilisation de ces matériaux est non négligeable. En tant que fournisseur intégré offrant des solutions de recyclage, 5N Plus ajoute une valeur significative à ses relations avec la clientèle.

Valeurs de 5N Plus

Le critère de pureté qui est à la base de notre démarche en matière de contrôle de la qualité sous-tend également notre façon de conduire nos relations avec nos collègues et nos clients. Les valeurs de 5N Plus font partie intégrante de nos activités depuis nos tout débuts et continuent de nous définir.

Amélioration continue : Nous faisons la promotion de l'excellence dans toutes nos activités. Nous visons à être les meilleurs

- Nous avons célébré la première année d'exploitation de notre usine allemande, qui constitue une réussite incontestable.
- Nous avons prolongé jusqu'à juillet 2013 un contrat d'approvisionnement avantageux passé avec le premier fabricant mondial de cellules solaires à couches minces.
- Nous nous sommes taillé une place de choix auprès de tous les fabricants de cellules solaires à base de CdTe.
- Nous avons conclu et maintenu des ententes de longue durée avec les principaux fournisseurs mondiaux de matières premières.

SURVOL de 5N Plus

La pureté est la caractéristique qui définit les métaux spécialisés de 5N Plus. Elle définit non seulement nos produits, mais aussi notre façon de faire. Afin de fournir le niveau de pureté que notre clientèle exige, nous effectuons le raffinage primaire et secondaire dans deux centres de production situés stratégiquement près des principaux marchés de l'Amérique du Nord et de l'Europe.

Notre usine de Montréal, qui a une superficie de 5 400 mètres carrés (58 000 pieds carrés) et abrite également notre siège social, possède une capacité de production annuelle de 125 tonnes de CdTe. Quant à notre usine allemande, elle est située au cœur du marché européen des panneaux solaires en plein essor. Sa capacité annuelle est de 100 tonnes de CdTe et 10 tonnes de sulfure de cadmium (CdS). Cette nouvelle usine de 4 000 mètres carrés (43 000 pieds carrés), détenue et exploitée par notre filiale 5N PV GmbH, a récemment franchi le cap de sa première année d'exploitation.

dans ce que nous faisons et nous maintenons les plus hauts standards de qualité. Nous cherchons donc continuellement à améliorer nos compétences et la qualité de nos produits et services.

Clientèle : Notre priorité est de rencontrer les attentes des clients et même de les surpasser, en leur offrant des services et des produits adaptés à leurs besoins. Pour ce faire nous faisons preuve d'ouverture afin de promouvoir des solutions nous permettant d'établir des liens de confiance durable.

Développement durable : Nous encourageons toute initiative visant à préserver l'environnement tant au niveau individuel que corporatif. Dans ce dernier cas, nous nous sommes résolument engagés à promouvoir, tant à l'interne qu'auprès de nos clients et fournisseurs, le recyclage de produits et de déchets industriels. Nous nous fixons des objectifs dans le but de réduire l'impact de nos opérations sur l'environnement.

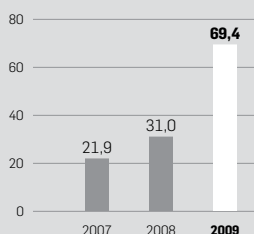
faits saillants — finances et exploitation

Bénéfices et croissance records

5N Plus a réalisé des bénéfices pendant 36 trimestres consécutifs, soit depuis sa fondation, et enregistre des taux de croissance annuels composés de 78 % pour les ventes, de 142 % pour le bénéfice net et de 116 % pour le BAIIA depuis 2007. La valeur du carnet de commandes en fin d'exercice s'établit à 52 millions de dollars.

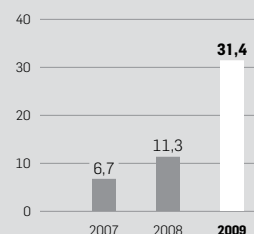
VENTES

(en millions de dollars canadiens)



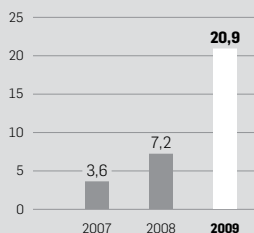
BAIIA

(en millions de dollars canadiens)



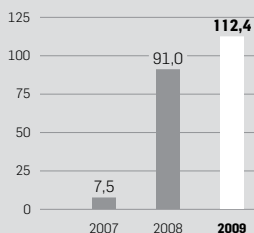
BÉNÉFICE NET

(en millions de dollars canadiens)



CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars canadiens)



Engagement : L'atteinte de notre vision n'est possible que grâce à l'engagement et à l'effort collectif de nos employés. Nous visons donc à développer un environnement de travail stimulant au sein duquel le travail d'équipe et la solidarité sont valorisés.

Intégrité : Nous adhérons à une norme unique et élevée d'intégrité qui consiste à tenir notre parole, à respecter la loi, à ne pas promettre ce que nous ne sommes pas en mesure de faire et à traiter toutes les personnes avec qui nous faisons affaire avec respect et dignité.

Santé et sécurité : Nous visons en tout temps à réaliser l'ensemble de nos activités de manière sécuritaire. Nous agissons de façon responsable afin de minimiser les risques à la santé et à la sécurité de nos employés en mettant de l'avant des activités de prévention et en améliorant continuellement notre performance en matière de santé et sécurité.

PUREMENT ET SIMPLEMENT, UNE AUTRE EXCELLENTE ANNÉE.

Nous sommes heureux d'annoncer que 5N Plus a connu une autre année fructueuse, marquée par des bénéfices et une croissance records, en partie attribuables au succès de notre nouvelle usine située en Allemagne. Malgré le ralentissement économique à l'échelle mondiale, notre élan n'a pas été entravé, et ce, pour deux raisons. Nous continuons de dominer nos marchés en apportant à nos clients les solutions dont ils ont besoin. Et nous continuons de servir le secteur de l'énergie solaire, qui n'a pas autant souffert que d'autres secteurs des tendances générales de l'économie.

Aux États-Unis, la nouvelle administration s'est engagée à assurer la sécurité énergétique du pays. À cette fin, elle a consacré des sommes importantes et consenti des mesures incitatives afin de stimuler le développement des sources d'énergie de remplacement. Par ailleurs, l'Europe demeure la région la plus favorable à l'énergie solaire, l'Allemagne se situant à l'avant-garde du continent et des pays du G8 sur les plans environnemental, politique et économique. 5N Plus a établi une base cruciale sur ce marché, où notre entreprise compte d'importants clients. Plus près de nous, la Loi sur l'énergie verte de l'Ontario, calquée sur un programme allemand, constitue une première en Amérique du Nord. Elle prévoit des mesures financières destinées à inciter les propriétaires à installer des systèmes de production d'énergie solaire sur le toit de leur maison. Par conséquent, 5N Plus est bien située sur les deux continents pour participer à la révolution suscitée par les énergies de remplacement.

Des modules solaires à moins de 1 \$/watt

Depuis un certain temps déjà, un coût de 1 \$ US le watt au niveau du module, constitue l'idéal à atteindre pour la production d'énergie solaire. En effet, à ce prix, les panneaux

solaires peuvent concurrencer directement les méthodes conventionnelles de production d'électricité. Le secteur de la technologie à couches minces à base de CdTe, qui constitue le marché de 5N Plus, a déjà franchi ce seuil, ce qui devrait stimuler grandement la rentabilité de cette solution et, par voie de conséquence, influencer sur le secteur privé, les gouvernements et l'opinion publique.

En tant que principal fournisseur du leader mondial à faible coût dans ce marché, 5N Plus occupe une position idéale. En fait, au cours du dernier exercice, nous avons prolongé jusqu'au mois de juillet 2013 nos ententes d'approvisionnement avec le premier fabricant mondial de cellules solaires à couches minces, nous assurant des revenus stables et prévisibles pour planifier notre croissance.

Développement d'une nouvelle clientèle

Bien qu'un fabricant américain domine le marché des cellules solaires, d'autres entreprises américaines et européennes font leur apparition. Nous sommes bien placés pour conclure des ententes commerciales avec ces nouveaux venus, qui sont notamment Calyxo, Abound Solar, PrimeStar Solar et Arendi. 5N Plus possède trois avantages stratégiques. Premièrement, nous avons déjà accaparé la majeure partie de ce marché et nous avons une réputation irréprochable pour ce qui est de la qualité et de la pureté de nos produits. Notre héritage technologique, qui remonte à 1993, nous confère l'avantage du premier entrant. Deuxièmement, nous sommes le seul fournisseur intégré, ce qui nous permet d'offrir le recyclage en boucle fermée. Il s'agit d'une valeur ajoutée importante pour les clients, qui recherchent des solutions de recyclage, dans un milieu de plus en plus réglementé. Troisièmement, nous avons des relations de longue date avec des fournisseurs de matières premières du monde entier. De plus, nous

avons mis au point, au terme d'un travail de R & D intensif, des procédés de fabrication à haut rendement qui, à notre avis, nous confèrent de grands avantages sur le plan des coûts.

Élargir notre portefeuille de produits

Afin de diversifier nos sources de revenus, nous portons notre regard au-delà du marché des cellules solaires à couches minces à base de CdTe. Ainsi, nous investissons dans la R & D afin de saisir une part du nouveau marché des cellules solaires à base de diséléniure de cuivre et d'indium (CIS). De plus, nous continuons de dominer le marché des applications spécialisées qui nécessitent des métaux de haute pureté dans les secteurs médical, militaire, industriel et automobile. Parallèlement, nous explorons de nouvelles applications et de nouveaux produits permettant de tirer parti des compétences fondamentales de 5N Plus.

message aux actionnaires



Engagement envers la croissance

Forte d'un solide bilan et possédant des liquidités de 65 millions de dollars, 5N Plus est bien placée pour mettre en œuvre sa stratégie d'expansion, à la fois par la croissance organique que par des acquisitions stratégiques. Des investissements minimes nous permettraient de doubler la capacité de nos deux usines, ce qui nous procurerait une plate-forme de croissance distincte et de grande valeur. L'établissement d'une usine en Allemagne a été pour nous l'occasion de gagner une expérience inestimable à l'étranger et pourrait bien marquer le début d'une phase d'expansion à l'échelle mondiale dans le but de servir les clients d'autres régions.

Parallèlement, nous faisons preuve de discipline au moment d'évaluer des candidats potentiels à une acquisition. Ceux-ci doivent répondre à plusieurs critères : appréciation financière, possibilité d'intégration rapide à 5N Plus et compatibilité avec nos compétences fondamentales et notre modèle d'affaires.

Un avenir passionnant

Nous devons dans une large mesure notre remarquable croissance depuis 9 ans à la détermination et au dévouement de nos employés. Nous les remercions de leur contribution inestimable au cours du dernier exercice et nous espérons pouvoir poursuivre notre croissance avec eux dans les années à venir. Nous avons également la chance d'avoir pu attirer des talents exceptionnels au sein de notre conseil d'administration et nous tenons à remercier les administrateurs pour leur perspicacité et leur jugement.

JACQUES L'ÉCUYER
Président et chef de la direction

DENNIS WOOD
Président du conseil d'administration

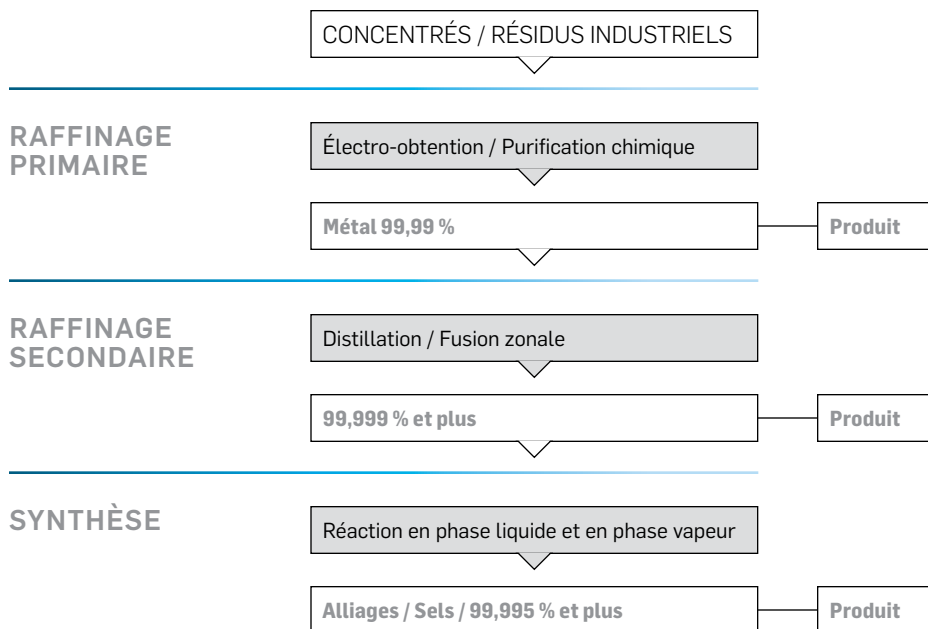
5N Plus est une entreprise remarquable, prenant appui sur des gens tout aussi remarquables qui connaissent un succès soutenu. Notre entreprise se caractérise par un modèle d'affaires qui a fait ses preuves, une zone de service de plus en plus étendue à l'échelle de la planète et des relations étroites avec sa clientèle et ses fournisseurs. Grâce à ces atouts extraordinaires, l'avenir s'annonce passionnant.

5N PLUS MET L'ACCENT SUR LA FABRICATION DE PRODUITS DE QUALITÉ SUPÉRIEURE POUR SES CLIENTS AINSI QUE SUR L'ÉLABORATION DE PRODUITS DESTINÉS À DE NOUVEAUX MARCHÉS.



PRODUITS ET MARCHÉS

LES INGÉNIEURS DE 5N PLUS UTILISENT DES TECHNIQUES DE POINTE DANS DES SALLES BLANCHES ULTRAMODERNES AFIN D'OBTENIR DES NIVEAUX ÉLEVÉS DE PURETÉ. LE RAFFINAGE PRIMAIRE DONNE UNE PURETÉ DE 4N ET LE RAFFINAGE SECONDAIRE, UNE PURETÉ ALLANT DE 5N À 7N. LE SECTEUR DES CELLULES SOLAIRES, LE PLUS IMPORTANT SECTEUR QUE NOUS SERVONS, EXIGE DE TELS NIVEAUX DE PURETÉ.



BIEN QU'IL SOIT STABLE EN 2009, ON PRÉVOIT QUE LE MARCHÉ DES PANNEAUX SOLAIRES CONNAÎTRA UN FORT TAUX DE CROISSANCE ANNUEL AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES. DANS CERTAINS PAYS, LES NOUVELLES INSTALLATIONS DE PANNEAUX SOLAIRES REPRÉSENTENT DE 10 % À 15 % DE L'AUGMENTATION ANNUELLE DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ D'ICI À 2011, SOIT PLUS QUE L'AUGMENTATION DE CAPACITÉ PROVENANT DU CHARBON OU DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE. 5N PLUS EST UN DES PRINCIPAUX FOURNISSEURS DU SEGMENT DE CE MARCHÉ QUI CONNAÎT LA CROISSANCE LA PLUS RAPIDE.

sels et composés

Tellure de cadmium

Le CdTe est un semi-conducteur qui combiné au CdS permet la conversion de l'énergie solaire en électricité. Il entre aussi dans la fabrication de détecteurs de rayonnements nucléaires pour le médical.

Sulfure de cadmium

Le CdS est un semi-conducteur qui lorsqu'il est déposé en couche mince, constitue une composante importante des cellules solaires à base de CdTe et CIGS.

Tellure de zinc

Le ZnTe est un semi-conducteur utilisé dans la fabrication de diodes électroluminescentes (DEL) pour l'optoélectronique et de certaines cellules solaires et détecteurs de radiations.

Tellure de cadmium et de zinc

Le CdZnTe sert à la fabrication de détecteurs de rayonnements nucléaires (rayons X et gammas) à haute résolution fonctionnant sans refroidissement.

Dans les marchés que 5N Plus dessert, la capacité d'effectuer le raffinage primaire et secondaire des métaux sous un même toit constitue un attribut rare qui procure un puissant avantage concurrentiel. Comme nous pouvons accepter des stocks d'alimentation complexes et à faible teneur, nous sommes en mesure de raffiner une quantité beaucoup plus variée de matières premières. De plus, un aspect qui revêt une importance plus cruciale encore pour nos clients, nous sommes en mesure dans bien des cas de recycler leurs sous-produits de fabrication et les cellules solaires usées afin d'extraire et de réutiliser les métaux de grande valeur qu'ils contiennent. Étant donné la sensibilité à l'environnement qui caractérise l'époque actuelle, où les entreprises se doivent de protéger leur titre d'industrie « verte » face aux organismes de réglementation, à la population et à leurs partenaires, la solution de recyclage qu'offre 5N Plus s'avère importante. En fait, un grand nombre d'entreprises doivent

se doter de plans de récupération et de recyclage pour obtenir l'approbation des organismes de réglementation. La capacité de recyclage unique que possède 5N Plus enrichit les relations que nous entretenons avec nos clients et fait de notre entreprise un authentique partenaire d'affaires.

NOS MARCHÉS

Cellules photovoltaïques à couches minces

Les fabricants de cellules solaires à couches minces (également appelées cellules photovoltaïques) représentent les trois quarts du marché de 5N Plus et constituent le segment de l'industrie qui croît le plus rapidement, de grandes installations couvrant plusieurs acres ayant été mises en place dans toute l'Europe. Nous bénéficions actuellement d'une entente d'approvisionnement de longue durée avec le premier fabricant mondial à faible coût de cellules solaires à base de CdTe.

Toutefois, plus de 30 entreprises ont fait part de leur intention de se lancer sur ce marché ou d'y élargir leurs activités. Ainsi, on prévoit que la capacité de production à partir de la technologie à couches minces, qui était de 400 mégawatts en 2007, passera à plus de 3 000 mégawatts en 2011. Cette croissance reposera sur plusieurs technologies, pour lesquelles 5N Plus pourrait élaborer des stratégies commerciales.

Qu'est-ce qui alimente la croissance de la technologie des cellules à couches minces ? Ces cellules consomment beaucoup moins de matière première (de là l'expression « couches minces ») que les solutions de recharge conventionnelles et leur production permet une meilleure intégration des procédés et un meilleur contrôle de la qualité. Leur fabrication peut également être continue et intégrée, d'où des coûts de production beaucoup plus bas.

ASSURER L'EXCELLENCE DES PRODUITS N'EST QUE LA PREMIÈRE ÉTAPE. NOUS SOMMES ÉGALEMENT FIERS DE NOTRE CAPACITÉ D'ADAPTER UN PRODUIT AUX BESOINS PARTICULIERS DU CLIENT.



Détecteurs de radiation

Les détecteurs de rayons X et de rayons gamma à base de semi-conducteurs utilisant du cadmium, du tellure et du zinc de très haute pureté, fournis par 5N Plus, représentent un progrès marqué par rapport aux technologies antérieures. Ils offrent un rendement accru, sont de plus petite taille et ont une plus grande tolérance aux conditions ambiantes.

Bien que ces détecteurs aient un certain nombre d'applications dans l'industrie et dans le domaine de la sécurité, l'imagerie médicale et la médecine nucléaire sont les marchés qui présentent le plus fort potentiel de croissance. Le secteur fortement réglementé de la médecine, avec ses normes très rigoureuses en matière de fiabilité et de contrôle de la qualité, est parfaitement compatible avec 5N Plus, qui applique elle-même des normes élevées de pureté et de qualité.

Refroidisseurs thermoélectriques

Ces appareils de refroidissement ultra-modernes à base de semi-conducteurs trouvent un grand nombre d'applications dans les secteurs militaire, médical, industriel, automobile ainsi que des télécommunications. En effet, les fabricants d'automobiles utilisent des refroidisseurs thermoélectriques à haut rendement afin d'améliorer la climatisation en refroidissant les sièges des conducteurs et des passagers. Les clients qui produisent des refroidisseurs thermoélectriques utilisent habituellement des alliages de tellure, de bismuth, d'antimoine et de sélénium.

Lentilles et détecteurs à infrarouges

Les lasers CO₂, qui suscitent une demande croissante dans les secteurs militaire et industriel, nécessitent des instruments d'optique spécialisés, dont nous fournissons les composantes essentielles que sont le zinc et le sélénium. Les prévisions laissent

entrevoir une forte demande pour ces types de lasers, spécialement ceux à base de sélénure de zinc (ZnSe).

Stockage optique de données

Les fabricants de disques réinscriptibles, CD et DVD, utilisent de l'antimoine et du tellure de haute pureté produit par 5N Plus. Une technologie de mémoire vive en voie d'élaboration pour le stockage électronique des données dans les ordinateurs et d'autres équipements appelée PRAM, constitue un marché tout aussi prometteur. 5N Plus fournit du tellure et cette nouvelle technologie à semi-conducteurs est en passe de remplacer la mémoire flash comme norme de l'industrie.

C'EST SIMPLE EN RÉALITÉ. 5N PLUS DOMINE CHACUN DES MARCHÉS QU'ELLE DESSERT EN RAISON DE LA PURETÉ DE SES PRODUITS, DE LA PROACTIVITÉ DE SON SERVICE ET DU SAVOIR-FAIRE DE SES EMPLOYÉS. TEL EST, PUREMENT ET SIMPLEMENT, LE SECRET DE NOTRE RÉUSSITE.

métaux purs

Tellure

Le tellure de haute pureté est un précurseur essentiel à la production des panneaux solaires à base de tellurure de cadmium (CdTe) ainsi qu'à la fabrication de dispositifs thermoélectriques.

Cadmium

Le cadmium est utilisé dans les applications solaires (CdTe et CdS) et dans le CdZnTe pour les détecteurs de rayonnements nucléaires (rayons X et gamma).

Bismuth

Le bismuth rentre dans la fabrication de modules thermoélectriques (tellurures de bismuth et d'antimoine) utilisés dans les systèmes de refroidissement et l'industrie automobile.

Sélénium

Le sélénium est utilisé dans les composés de CIGS et CIS pour l'industrie photovoltaïque ainsi que dans plusieurs alliages thermoélectriques.

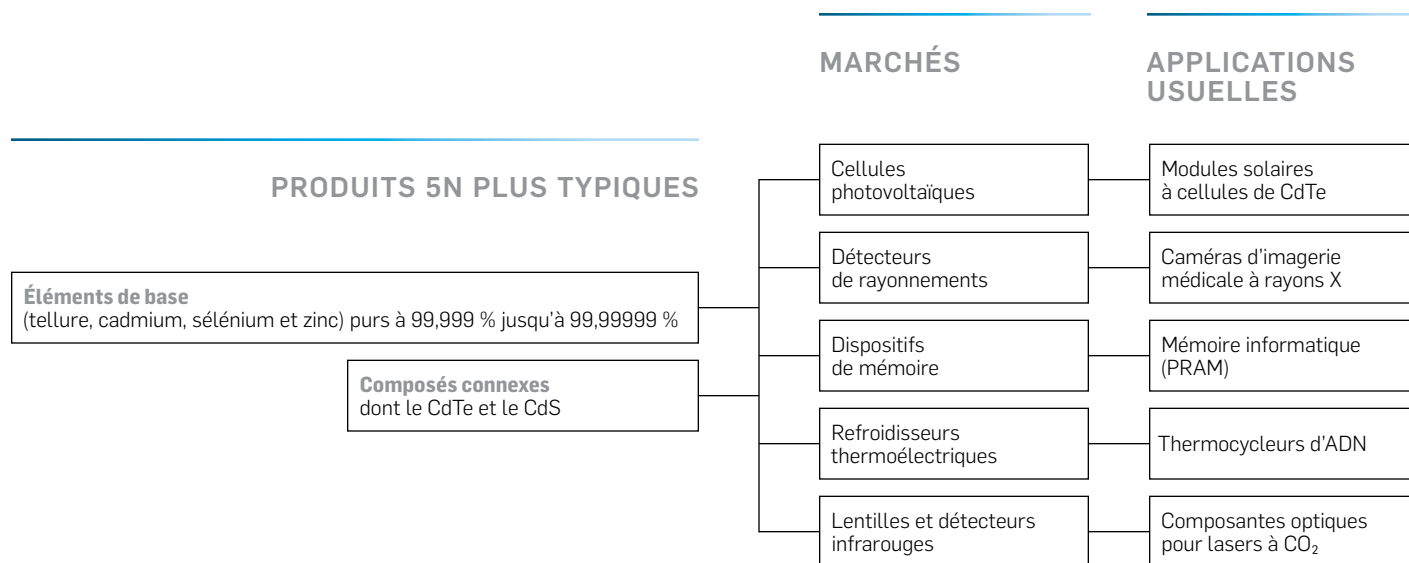
Zinc

Le zinc de très haute pureté sert à la synthèse de certains semi-conducteurs comme le CdZnTe dans certaines caméras infrarouges et détecteurs de rayonnements nucléaires.

Antimoine

L'antimoine en association avec le tellure est utilisé dans la fabrication de disques réinscriptibles, CD et DVD.

PUREMENT ET SIMPLEMENT.
UNE ENTREPRISE FORTE ET EN EXPANSION.



PLUS DE LA MOITIÉ DE NOS EMPLOYÉS ONT PROFITÉ DE L'OCCASION QUI LEUR ÉTAIT OFFERTE DE DEVENIR ACTIONNAIRES DE L'ENTREPRISE, CE QUI TÉMOIGNE DE LEUR ENGAGEMENT ET DE LEUR FIERTÉ À L'ÉGARD DE 5N PLUS ET DE LA CONFIANCE QU'ILS ACCORDENT À LEUR ENTREPRISE.



NOTRE ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'ENVIRONNEMENT, DE NOS EMPLOYÉS ET DES COLLECTIVITÉS EST PURE ET SIMPLE ÉGALEMENT.

Le sens de la responsabilité sociale a toujours fait partie de notre culture d'entreprise. La responsabilité sociale de l'entreprise revêt de l'importance pour nous autant que pour nos clients. Ayant fait sienne la notion de gestion des matériaux, 5N Plus estime que sa responsabilité environnementale va bien au-delà de la simple livraison de ses produits.

C'est la raison pour laquelle notre capacité de recycler revêt une telle importance. Pour le Brookhaven National Laboratory des États-Unis, « le recyclage des modules à base [de CdTe] à la fin de leur vie utile résout toutes les préoccupations environnementales ».

Notre chaîne logistique intégrée assure les clients d'une gestion intégrale du cycle de vie des produits pour le cadmium et le tellure de cadmium, les produits demeurant dans une boucle fermée.

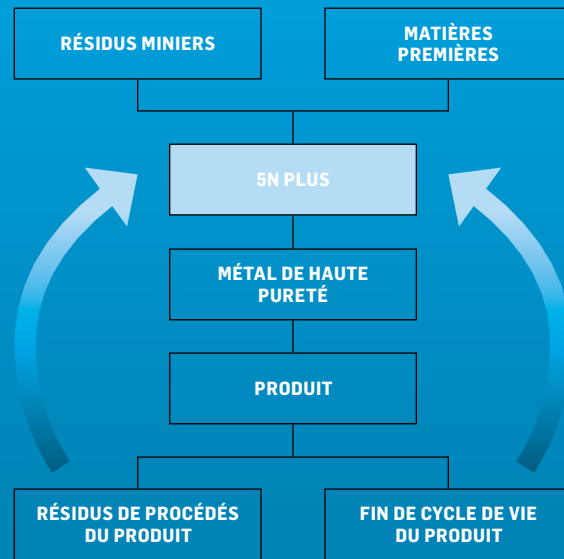
De toute évidence, ces mesures font bonne impression, et non pas uniquement sur notre clientèle. En signe de reconnaissance pour les efforts qu'elle déploie au nom de ses clients et pour ses programmes environnementaux internes, la société 5N Plus figure cette année sur la liste des 50 sociétés les plus socialement responsables contenue dans le

rapport intitulé *Jantzi-Maclean's Corporate Social Responsibility Report: 50 Most Socially Responsible Corporations*. Notre société faisait aussi partie de la liste des 10 meilleures entreprises de technologie propre (« cleantech » en anglais) pour 2008 dressée par le magazine *Corporate Knights* (*Corporate Knights Magazine's Diversity Issue: Cleantech 2008 Top 10*). Les entreprises qui composent l'indice Cleantech du Cleantech Group affichent constamment un rendement supérieur à l'indice NASDAQ Composite.

5N Plus est également le lauréat pour 2009 du prix remis dans le cadre du Concours

LA CAPACITÉ QUE POSSÈDE 5N PLUS DE RECYCLER LES MATÉRIAUX REPRÉSENTE UNE VALEUR AJOUTÉE IMPORTANTE POUR LES CLIENTS, D'AUTANT PLUS QUE L'ON ASSISTE ACTUELLEMENT À UNE PROLIFÉRATION DE RÈGLEMENTS ENVIRONNEMENTAUX. 5N PLUS A OBTENU LES CERTIFICATIONS ISO 14001 ET ISO 9001. EN TANT QUE MEMBRE DE L'ASSOCIATION PV CYCLE, 5N PLUS A CONTRIBUÉ À L'ÉLABORATION D'UN ACCORD DE REPRISE VOLONTAIRE S'APPLIQUANT À L'ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE SOLAIRE EN EUROPE, VISANT À PROMOUVOIR LE RECYCLAGE DES MODULES PV À LA FIN DE LEUR VIE UTILE.

cycle de recyclage



Production et Design écodurables organisé par la Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent (Québec), en association avec le Centre d'expertise sur les matières résiduelles. Ce prix souligne la façon dont 5N Plus adapte ses solutions de recyclage aux besoins de sa clientèle. Sont admissibles à cette récompense « les entreprises montréalaises qui se préoccupent de réduire les déchets et autres pollutions à la source, mais aussi de produire moins de pollution lors de la fabrication, du transport ou à la fin du cycle de vie de leurs produits ». 5N Plus est aussi partenaire du *Premier plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal* depuis 2007 et contribue en ce moment à l'élaboration du prochain plan de la Ville, qui couvrira la période de 2010 à 2015.

Nous avons obtenu plusieurs reconnaissances, mais nous pouvons et devons faire davantage. Nous nous employons actuellement à augmenter nos taux de récupération des métaux et notre personnel affecté à la R & D

étudie des façons de récupérer d'autres métaux pour éviter qu'ils soient déposés. Nous nous efforçons aussi d'accroître notre profil et de jouer un rôle plus visible dans le recyclage des cellules solaires. Il s'agit nettement de la manière la plus efficace et la plus responsable de traiter les modules solaires usés.

Prêcher par l'exemple

Chez 5N Plus, notre engagement à participer aux efforts environnementaux de nos clients commence « chez nous ». Ainsi, nous veillons à réduire notre empreinte carbone de même que notre consommation d'énergie et d'eau potable dans nos usines, dans nos bureaux et dans la collectivité. Nous demandons à nos employés d'éviter de laisser tourner le moteur de leur véhicule au ralenti et nous les incitons à se rendre au travail à bicyclette tous les jours.

Le rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société »), et vise à aider le lecteur à mieux connaître son contexte d'affaires et ses perspectives d'avenir. Le présent rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés vérifiés de la Société et les notes complémentaires afférentes de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009. L'information contenue au présent document inclut tous les changements importants en date du 12 août 2009, date à laquelle ce rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. L'information financière présentée ci-après, est préparée selon les conventions comptables de la Société, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Cependant, elle renferme également des renseignements étant des mesures financières non conformes aux PCGR. Des renseignements portant sur ces mesures non conformes aux PCGR sont fournis à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos » et « notre » font référence à 5N Plus et ses filiales.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations dans ce rapport de gestion peuvent inclure des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs sont basés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à date et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, des incertitudes et autres facteurs, qui peuvent intervenir et affecter les résultats réels, le rendement et les réalisations de la Société, et faire en sorte que ceux-ci diffèrent de façon importante des résultats, du rendement ou des réalisations futurs, dont il est question ou escomptés dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement par l'emploi de termes tels que « pouvoir », « devoir », « croire », « s'attendre à » ou toutes expressions de nature similaire. À moins que les lois sur les valeurs mobilières ne l'exigent, la direction de la Société n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou à la révision des énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations ou d'événements futurs ou d'autres changements. Lors de l'évaluation de ces énoncés, le lecteur doit tenir compte de divers facteurs, notamment les risques identifiés à la rubrique Risques et incertitudes du présent rapport de gestion. Le lecteur est avisé d'éviter de se fier outre mesure à ces énoncés prospectifs.

Survol de notre Société et de ses activités

La dénomination de 5N Plus inc. tire son origine de la pureté de ses produits, à savoir de 99,999 % (cinq neuf ou 5N) et plus. Notre siège social et principal établissement sont situés à Montréal (Québec) et nous mettons au point et produisons des métaux et des sels de grande pureté pour des applications électroniques et fournissons à nos clients des services de recyclage. 5N Plus inc. est un producteur intégré doté de capacités de raffinages primaire et secondaire. Nous nous concentrons sur des métaux spécialisés tels le tellure, le cadmium, le sélénium et leurs composés comme le tellure de cadmium (« CdTe ») et le sulfure de cadmium (« CdS »). Nos produits sont des précurseurs critiques dans plusieurs applications électroniques, notamment le marché en rapide évolution des modules photovoltaïques (PV) à couches minces, pour lequel 5N Plus inc. est un grand fournisseur de CdTe, et le marché des détecteurs de rayonnement.

Stratégie d'entreprise

Notre but est d'augmenter la production de cadmium, de sélénium, de tellure et des sels connexes afin de répondre à la demande accrue de ces produits, plus particulièrement dans les marchés des photovoltaïques et de l'imagerie médicale. Ce faisant, notre objectif est de maintenir notre position de chef de file dans ces marchés en rapide expansion et de miser sur nos atouts concurrentiels afin de diversifier notre gamme de produits et de pénétrer de nouveaux segments du marché des matériaux de l'électronique. Pour y parvenir, notre stratégie de haut niveau inclut des investissements dans la formation et la recherche et développement, afin de se doter d'avantages en termes de compétence, de technologie et de coûts. L'augmentation de la valeur pour les actionnaires demeure une priorité, et nous sommes bien positionnés pour implanter notre stratégie de croissance interne et par voie d'acquisitions.

Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice financier 2009

- Le bénéfice net pour le quatrième trimestre s'élève à 5 708 451 \$ ou 0,13 \$ par action ce qui représente une augmentation de 111,2 % par rapport au bénéfice net de 2 703 068 \$ ou 0,06 \$ par action pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice financier, terminé le 31 mai 2009, le bénéfice net a atteint un niveau record de 20 868 124 \$ ou 0,46 \$ par action représentant une augmentation de 190,8 % comparativement au bénéfice net de 7 175 011 \$ ou 0,20 \$ par action pour l'exercice financier précédent.
- Pour le quatrième trimestre, le BAIIA¹ est de 8 576 126 \$, représentant une augmentation de 119 % par rapport au BAIIA de 3 916 750 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, le BAIIA a atteint un niveau record de 31 409 878 \$, en hausse de 177,5 % comparativement à un BAIIA de 11 318 178 \$ pour l'exercice financier précédent.
- Les ventes pour le quatrième trimestre se chiffrent à 18 057 223 \$, représentant une augmentation de 91,6 % par rapport à des ventes de 9 423 908 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent. Les ventes pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009 ont atteint un niveau record et se chiffrent à 69 373 117 \$ en hausse de 124,0 % comparativement à des ventes de 30 972 941 \$, pour l'exercice financier précédent. Le carnet des commandes¹ qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois totalisait 52 224 368 \$ à la fin de l'exercice financier, en hausse de 73,1 % comparativement à un carnet de commandes de 30 174 000 \$ au 31 mai 2008.
- Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, se chiffrent à 4 965 655 \$ pour le quatrième trimestre et à 16 239 645 \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, comparativement à une utilisation de 3 519 086 \$ et 2 163 317 \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent. La trésorerie et équivalents ont augmenté de 5 489 787 \$ au cours de l'exercice pour se chiffrer à 65 066 530 \$ au 31 mai 2009 alors qu'ils étaient de 59 576 743 \$ au 31 mai 2008. Les capitaux propres ont aussi augmenté au cours de l'exercice pour s'établir à 112 368 764 \$ au 31 mai 2009 comparativement à 90 962 804 \$ à la fin de l'exercice précédent.
- Les résultats du quatrième trimestre sont en ligne avec ceux des deux trimestres précédents et ont permis d'enregistrer en 2009 un exercice financier record. En effet, l'année financière 2009 a été pour 5N Plus, une année de grands changements à plusieurs égards incluant, du point de vue des activités d'exploitation, l'accomplissement de notre expansion internationale et le démarrage de l'usine allemande située à Eisenhüttenstadt. Cet investissement de 18 155 298 \$ a été complété selon l'échéancier et dans les limites du budget.

Principales informations financières annuelles

Exercices terminés les 31 mai	2009	2008	2007
Résultats consolidés			
Ventes	69 373 117 \$	30 972 941 \$	21 897 240 \$
BAIIA	31 409 878 \$	11 318 178 \$	6 722 501 \$
Bénéfice net	20 868 124 \$	7 175 011 \$	3 574 082 \$
Bénéfice net par action ordinaire			
De base	0,46 \$	0,20 \$	0,12 \$
Dilué	0,45 \$	0,19 \$	0,11 \$
Dividende par action ordinaire	– \$	0,034 \$	0,003 \$
Données tirées des bilans			
Total de l'actif	128 168 856 \$	107 743 063 \$	17 363 037 \$
Dette à long terme	3 997 923 \$	4 674 934 \$	3 500 645 \$
Capitaux propres	112 368 764 \$	90 962 804 \$	7 546 467 \$

¹ Voir Mesures non conformes aux PCGR

Principales données financières trimestrielles 2009

(non vérifiées)

	2009			
	T4	T3	T2	T1
Ventes	18 057 223 \$	19 150 195 \$	18 135 824 \$	14 029 875 \$
Profit brut ¹	8 496 616 \$	9 840 268 \$	9 230 178 \$	7 631 824 \$
BAIIA	8 576 126 \$	8 012 408 \$	8 798 520 \$	6 022 824 \$
Bénéfice net	5 708 451 \$	5 189 673 \$	5 875 610 \$	4 094 390 \$
Bénéfice net par action				
De base	0,13 \$	0,11 \$	0,13 \$	0,09 \$
Dilué	0,12 \$	0,11 \$	0,13 \$	0,09 \$
Carnet de commandes	52 224 368 \$	52 024 064 \$	54 722 363 \$	53 646 727 \$

¹ Voir Mesures non conformes aux PCGR

Principales données financières trimestrielles 2008

(non vérifiées)

	2008			
	T4	T3	T2	T1
Ventes	9 423 908 \$	8 358 817 \$	6 795 743 \$	6 394 473 \$
Profit brut	5 615 838 \$	4 454 138 \$	3 276 379 \$	2 977 434 \$
BAIIA	3 916 750 \$	3 179 710 \$	2 220 574 \$	2 001 144 \$
Bénéfice net	2 703 068 \$	2 153 139 \$	1 219 548 \$	1 099 256 \$
Bénéfice net par action				
De base	0,06 \$	0,06 \$	0,04 \$	0,04 \$
Dilué	0,06 \$	0,06 \$	0,04 \$	0,03 \$
Carnet de commandes	30 174 000 \$	29 300 000 \$	22 200 000 \$	24 423 498 \$

Résultats d'exploitation

Introduction

Nos ventes sont générées par le développement et la production de métaux et de sels de grande pureté destinés à différentes applications électroniques, incluant les cellules solaires, détecteurs de rayonnement, optiques infrarouges, dispositifs thermoélectriques et mémoires optiques. Nous fournissons également à nos clients des services de recyclage par lesquels les résidus de leurs activités manufacturières sont raffinés puis reconvertis en un produit utilisable. Nous n'avons qu'un seul secteur isolable soit celui du raffinage et du recyclage des métaux.

Notre clientèle comprend des manufacturiers de cellules solaires à couches minces, des manufacturiers d'assemblages (désignés fournisseurs du groupe 1) et des manufacturiers de sous-assemblages et de composantes (désignés fournisseurs du groupe 2). Nos clients se trouvent principalement aux États-Unis, en Europe, en Israël et en Asie. Un de ces clients a généré 78 % des ventes au cours du trimestre dernier et 78 % au cours de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009.

Ventes, marge brute, bénéfice net et bénéfice par action

	Trois mois terminés les 31 mai			Douze mois terminés les 31 mai		
	2009	2008	Hausse	2009	2008	Hausse
Ventes	18 057 223 \$	9 423 908 \$	91,6 %	69 373 117 \$	30 972 941 \$	124,0 %
Marge brute	8 496 616 \$	5 615 838 \$	51,3 %	35 198 886 \$	16 323 789 \$	115,6 %
Ratio marge brute ¹	47,1 %	59,6 %		50,7 %	52,7 %	
Bénéfice net	5 708 451 \$	2 703 068 \$	111,2 %	20 868 124 \$	7 175 011 \$	190,8 %
Bénéfice par action (de base)	0,13 \$	0,06 \$		0,46 \$	0,20 \$	

¹ Voir Mesures non conformes aux PCGR

Les ventes du quatrième trimestre terminé le 31 mai 2009, ont atteint 18 057 223 \$, en hausse de 91,6 % comparativement à des ventes de 9 423 908 \$ pour la période correspondante de l'exercice financier précédent. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, les ventes ont atteint un niveau record en se chiffrant à 69 373 117 \$, soit une augmentation de 124,0 % comparativement à des ventes de 30 972 941 \$ pour l'exercice financier précédent. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation des ventes de CdTe dans le marché des photovoltaïques. Les ventes dans les autres marchés ont été relativement stables. Pour le quatrième trimestre et l'exercice financier 2009, les ventes dans le marché des photovoltaïques ont représenté 78 % des ventes totales, comparativement à 72 % et 68 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces hausses de ventes proviennent principalement de l'augmentation des volumes de produits vendus faisant suite au démarrage des opérations et à la montée en vitesse de la production de l'usine allemande afin de répondre à la demande croissante de nos clients pour les produits du marché solaire. Le prix de vente moyen pour ces produits est également à la hausse, ce qui a contribué à l'augmentation de nos ventes malgré une diminution des volumes traités reliés à nos activités de raffinage pour lesquels nous n'encourrons aucun coût de matière première. Au cours de l'exercice financier 2009, la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et l'euro a eu une incidence favorable sur les ventes de la Société.

La marge brute a atteint 8 496 616 \$ au cours du quatrième trimestre et 35 198 886 \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, représentant respectivement des ratios de marge brute de 47,1 % et 50,7 %. Ces résultats se comparent à une marge brute de 5 615 838 \$ et 16 323 789 \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent et des ratios de marge brute de 59,6 % et 52,7 % respectivement. Ces augmentations des marges brutes sont attribuables à la hausse de nos ventes, jumelées à des taux de change sur devises étrangères favorables. Les ratios de marge brute ont diminué au cours du trimestre et de l'exercice financier comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent en raison d'une diminution considérable des volumes traités reliés à nos activités de raffinage. Cette diminution a été en partie compensée au cours de l'exercice par des améliorations générales touchant l'efficacité, des économies d'échelle et la capacité de production. La marge brute pour l'usine allemande correspond à nos attentes et le ratio de la marge brute est similaire à celui de notre usine de Montréal.

Le bénéfice net s'élève à 5 708 451 (0,13 \$ par action) représentant une augmentation de 111,2 % par rapport à un bénéfice net de 2 703 068 \$ (0,06 \$ par action) pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, le bénéfice net se chiffre à 20 868 124 \$ (0,46 \$ par action) une hausse de 190,8 % comparativement à un bénéfice net de 7 175 011 \$ (0,20 \$ par action) pour l'exercice financier précédent. Le bénéfice par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 45 515 577 pour le dernier trimestre et de 45 505 213 pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009. Le bénéfice par action pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de 42 934 783 de 35 308 641 respectivement. La hausse du bénéfice net pour le trimestre et l'exercice financier terminés le 31 mai 2009 résulte principalement d'une augmentation du bénéfice brut. Les gains de change, déduction faite des impôts, qui représentent 27 % du bénéfice net du trimestre (5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent) et 11 % du bénéfice net de l'exercice financier 2009 (1 % pour l'exercice financier 2008) ont également contribué à la hausse du bénéfice net. L'importance du gain de change au cours du trimestre est attribuable à l'évaluation au prix du marché de plusieurs contrats de change à terme, dont la majorité a été contractée au cours du quatrième trimestre.

Au cours du quatrième trimestre, la Société a rétroactivement adopté le chapitre 3064 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Conséquemment, tous les frais de démarrage de l'usine en Allemagne, qui avaient précédemment été comptabilisés comme frais reportés de pré-exploitation ont été retraités et pris en compte dans les charges. Le tableau ci-dessous résume les écarts du bénéfice net pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, ainsi que ceux du quatrième trimestre et de l'exercice financier terminé le 31 mai 2008.

Bénéfice net retraité

	Trois mois terminés les 31 mai		Douze mois terminés les 31 mai	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice net	5 708 451 \$	3 178 621 \$	20 833 848 \$	7 766 137 \$
Frais reportés de pré-exploitation	-	(660 490)	(505 319)	(821 008)
Amortissement des frais reportés de pré-exploitation	-	-	552 925	-
Impôts sur le bénéfice	-	184 937	(13 330)	229 882
Bénéfice net retraité	5 708 451 \$	2 703 068 \$	20 868 124 \$	7 175 011 \$

Frais de vente et d'administration et frais de recherche et développement

	Trois mois terminés les 31 mai		Douze mois terminés les 31 mai	
	2009	2008	2009	2008
Frais de vente et d'administration	1 670 869 \$	903 514 \$	5 277 745 \$	2 911 797 \$
Pourcentage des ventes pour la période	9,3 %	9,6 %	7,6 %	9,4 %
Frais de recherche et développement (déduction faite des crédits d'impôts)	423 277 \$	65 848 \$	1 241 142 \$	930 232 \$
Pourcentage des ventes pour la période	2,3 %	0,7 %	1,8 %	3,0 %

Les frais de vente et d'administration s'élèvent à 1 670 869 \$ ou 9,3 % des ventes pour le quatrième trimestre et à 5 277 745 \$ ou 7,6 % des ventes pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009. Pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent, les frais de vente et d'administration s'élèvent à 903 514 \$ et 2 911 797 \$, ou 9,6 % et 9,4 % des ventes. Les frais de ventes et d'administration sont plus élevés au cours du quatrième trimestre que des trimestres précédents de l'exercice financier en cours et sont principalement attribuables à une augmentation des frais de consultation reliés à quelques projets d'acquisition. Lorsque comparée aux périodes correspondantes de l'exercice financier précédent, l'augmentation des frais de vente et d'administration s'explique principalement par la hausse des salaires reliés à l'embauche de nouveaux membres de l'équipe de direction à nos installations allemandes, des frais de voyage ainsi que des frais de consultation. En pourcentage des ventes, les niveaux actuels correspondent à ceux prévus quoique plus élevés au quatrième trimestre de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, en raison de l'augmentation des frais de consultation. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice financier précédent, les pourcentages sont en baisse principalement en raison de l'augmentation importante des ventes au cours de l'exercice financier 2009.

Les dépenses en recherche et développement, déduction faite des crédits d'impôt, se chiffrent à 423 277 \$ ou 2,3 % des ventes au quatrième trimestre ce qui représente une augmentation comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent où elles se sont chiffrées à 65 848 \$ ou 0,7 % des ventes. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, les dépenses en recherche et développement, déduction faite des crédits d'impôt se chiffrent à 1 241 142 \$ ou 1,8 % des ventes, une hausse comparativement à la même période de l'exercice précédent où elles s'étaient chiffrées à 930 232 \$ ou 3,0 % des ventes. En pourcentage des ventes, les niveaux actuels de dépenses en recherche et développement sont inférieurs aux niveaux anticipés qui eux, se situent plus près des niveaux de l'exercice financier 2008.

Rapprochement du BAIIA avec le bénéfice net

	Trois mois terminés les 31 mai			Douze mois terminés les 31 mai		
	2009	2008	Hausse	2009	2008	Hausse
Bénéfice net	5 708 451 \$	2 703 068 \$	111,2 %	20 868 124 \$	7 175 011 \$	190,8 %
Augmentation (diminution) :						
Charge d'impôts sur les bénéfices	2 345 056	1 109 535		9 128 634	3 153 279	
Frais financiers et revenus d'intérêts	(78 822)	(193 590)		(741 432)	(58 998)	
Amortissement	601 441	297 737		2 154 552	1 048 886	
BAIIA	8 576 126 \$	3 916 750 \$	119,0 %	31 409 878 \$	11 318 178 \$	177,5 %

Le BAIIA est en hausse de 119 % et s'établit à 8 576 126 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2009, comparativement au BAIIA de 3 916 750 \$ pour la période correspondante de l'exercice financier précédent. Le BAIIA pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, a augmenté de 177,5 % passant de 11 318 178 \$ pour atteindre 31 409 878 \$. L'augmentation du BAIIA au cours des périodes est le résultat de l'augmentation des ventes, des améliorations générales touchant l'efficacité, des économies d'échelle et la capacité de production ainsi que de l'incidence favorable des fluctuations de devises étrangères sur le BAIIA de 25 % au cours du trimestre terminé le 31 mai 2009 et 11 % pour l'exercice financier en cours.

Frais financiers, revenus d'intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices

Les frais financiers combinés aux revenus d'intérêts représentent un gain de 78 822 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice en cours et 741 432 \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009. Ces résultats se comparent à un gain de 193 590 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent et de 58 998 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2008. Ces résultats sont majoritairement attribuables aux revenus d'intérêts de 122 565 \$ et de 1 118 881 \$ générés au cours du quatrième trimestre et de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009 par le placement du produit du premier appel public à l'épargne ainsi que du financement par actions par voie de prise ferme. Ces produits ayant été enregistrés au cours des troisième et quatrième trimestres de l'exercice financier précédent, ce n'est qu'à compter du troisième trimestre que des intérêts ont été générés.

La dépense d'amortissement pour le trimestre se chiffre à 601 441 \$ comparativement à 297 737 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, la dépense d'amortissement est en hausse pour atteindre 2 154 552 \$ comparativement à 1 048 886 \$ pour l'exercice financier précédent. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de la valeur amortissable des immobilisations corporelles qui est passée de 15 554 271 \$ (immobilisations corporelles déduction faite du projet de construction) au 31 mai 2008 à 31 948 188 au 31 mai 2009 en raison du démarrage des activités de la nouvelle usine en Allemagne en août 2008.

Les impôts sur le bénéfice sont de 2 345 056 \$ au quatrième trimestre comparativement à 1 109 535 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent. Ces montants représentent des taux d'impôt effectifs de 29,12 % et 29,10 % respectivement. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, les impôts sur le bénéfice sont de 9 128 634 \$ soit un taux d'impôt effectif de 30,4 %. Ces résultats se comparent à des impôts sur le bénéfice de 3 153 279 \$ et un taux d'impôt effectif de 30,5 % pour la période correspondante de l'exercice financier précédent.

Liquidités et fonds propres

	Aux 31 mai	
	2009	2008
Fonds de roulement ¹	90 558 261 \$	72 151 861 \$
Ratio de fonds de roulement ¹	9,5	7,4
Immobilisations corporelles	26 178 423 \$	21 220 889 \$
Actif total	128 168 856 \$	107 743 063 \$
Dette totale ¹	4 589 570 \$	6 786 312 \$
Capitaux propres	112 368 764 \$	90 962 804 \$

¹ Voir Mesures non conformes aux PCGR

Fonds de roulement et ratio du fonds de roulement

Le fonds de roulement a augmenté pour atteindre 90 558 261 \$ au 31 mai 2009, comparativement à 72 151 861 \$ au 31 mai 2008, et ce, en dépit des nombreux investissements d'immobilisations au cours de l'exercice financier portant nos immobilisations corporelles de 21 220 889 \$ à 26 178 423 \$. Cette hausse est principalement le résultat d'une forte génération de flux de trésorerie au cours de la période. Le ratio de fonds de roulement est passé de 7,4 à 9,5.

Au 31 mai 2009, notre trésorerie et équivalents se chiffraient à 65 066 530 \$ en hausse comparativement à 59 576 743 \$ au 31 mai 2008. La forte génération de flux de trésorerie nous a permis de compenser l'augmentation des stocks et des investissements en immobilisations dont plus de la moitié sont reliés à nos nouvelles installations allemandes. Les inventaires de matières premières ont augmenté de 8 374 416 \$ car nous continuons de renforcer notre chaîne d'approvisionnement, et les produits finis ont augmenté de 5 952 980 \$ témoignant de la diminution des activités d'affinage à façon occasionnant une hausse des coûts unitaires, pour une augmentation totale des stocks de 14 327 396 \$. Solidifier nos niveaux d'inventaire demeure une importante composante de notre stratégie visant à répondre à la demande anticipée des produits associés au marché du solaire.

Immobilisations corporelles

Sur les investissements en immobilisations corporelles de 7 140 343 \$ enregistrés au cours de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, 3 896 276 \$ sont reliés à nos nouvelles installations de fabrication en Allemagne, et 3 244 067 \$ à celles de Montréal. Pour l'exercice financier 2008, les investissements en immobilisations corporelles se sont chiffrés à 17 720 067 \$. Les investissements en immobilisations corporelles ont constamment diminué depuis le 29 juillet 2008, date à laquelle notre nouvelle usine allemande devenait opérationnelle et se chiffraient à 1 014 632 \$ (dont 104 033 \$ pour l'usine allemande) au cours du quatrième trimestre terminé le 31 mai 2009.

Rapprochement des dépenses en immobilisations corporelles et des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

	Trois mois terminés les 31 mai		Douze mois terminés les 31 mai	
	2009	2008	2009	2008
Acquisition d'immobilisations corporelles	1 014 632 \$	7 518 331 \$	7 140 343 \$	17 720 067 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles non payées et incluses dans les crédettes et charges à payer :				
À l'ouverture	307 257	-	1 715 915	-
À la fermeture	(192 453)	(1 715 915)	(192 453)	(1 715 915)
Dépôts	-	(23 470)	(3 001)	12 476
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	1 129 436 \$	5 778 946 \$	8 660 804 \$	16 016 628 \$

Dettes totales et revenus reportés

La dette totale a diminué au cours de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009 et se chiffrait à 4 589 570 \$ comparativement à 6 786 312 \$ au 31 mai 2008. La baisse s'explique par la baisse des emprunts bancaires en devises étrangères et par un remboursement de 578 105 \$ de la dette à long terme. La subvention reçue par notre filiale allemande 5N PV GmbH au montant de 540 000 euros pour la création d'un certain nombre de nouveaux emplois dans la ville d'Eisenhüttenstadt est considérée comme un revenu reporté. Au 31 mai 2009, nous avons reconnu un revenu total de 115 986 \$ (34 352 \$ au quatrième trimestre).

Capitaux propres

Les capitaux propres de la Société sont de 112 368 764 \$ ou 87,7 % de l'actif total au 31 mai 2009, comparativement à 90 962 804 \$ ou 84,4 % de l'actif total au 31 mai 2008, témoignant de la contribution marquée de la rentabilité opérationnelle au cours de l'exercice financier 2009.

Le 1^{er} juin 2008, la Société a considéré sa filiale étrangère comme un établissement autonome. Par conséquent, les gains et pertes de change découlant de la conversion en dollars canadiens des comptes de cette filiale étrangère sont reportés et comptabilisés dans le résultat étendu consolidé sous la rubrique Autres éléments du résultat étendu.

Flux de trésorerie

	Trois mois terminés les 31 mai		Douze mois terminés les 31 mai	
	2009	2008	2009	2008
Activités d'exploitation	4 965 655 \$	(3 519 086) \$	16 239 645 \$	(2 163 317) \$
Activités de financement	(756 927)	48 935 874	(2 257 973)	76 297 401
Activités d'investissement	(1 129 436)	(5 778 946)	(8 660 804)	(16 016 628)
Effet des fluctuations du taux de change	(200 325)	38 831	168 919	(67 645)
Augmentation de la trésorerie et équivalents	2 878 967 \$	39 676 673 \$	5 489 787 \$	58 049 811 \$

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont généré 4 965 655 \$ au cours du trimestre et 16 239 645 \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, comparativement à une utilisation pour les activités d'exploitation de 3 519 086 \$ et 2 163 317 \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les augmentations des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sont principalement attribuables à la hausse du bénéfice net qui n'a été que partiellement compensée par les éléments hors trésorerie du fonds de roulement résultant notamment d'une augmentation des stocks.

Les activités de financement ont utilisé 756 927 \$ au cours du quatrième trimestre et 2 257 973 \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, et représentent principalement le remboursement des emprunts en devise étrangère et le remboursement par versements de la dette à long terme. Celles-ci se comparent à des activités de financement ayant généré 48 935 874 \$ et 76 297 401 \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent, en raison du produit net de 31 417 006 \$ provenant de notre premier appel public à l'épargne combiné au produit net de 44 147 461 \$ résultant de l'émission de quatre millions d'actions ordinaires en avril 2008.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont diminué à 1 129 436 \$ au cours du quatrième trimestre comparativement à une utilisation de 5 778 946 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent au cours duquel nous avons investi dans la construction de notre nouvelle usine allemande. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2009, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement sont de 8 660 804 \$ dont près de la moitié de ces investissements est reliée aux étapes finales de la construction de l'usine allemande, comparativement à 16 016 628 \$ pour la période correspondante de l'exercice financier précédent au cours de laquelle les investissements ont été consacrés aux premières étapes de la construction de ladite usine.

Notre trésorerie et équivalents se chiffraient à 65 066 530 \$ au 31 mai 2009, en hausse de 2 878 967 \$ au cours du quatrième trimestre et de 5 489 787 \$ pour l'exercice financier. Ces résultats se comparent à des augmentations de 39 676 673 \$ et 58 049 811 \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent. Nous sommes très confiants que ce niveau actuel de liquidité combiné aux flux de trésorerie provenant de nos activités d'exploitation, seront suffisants pour financer notre fonds de roulement et nos projets d'investissements et nous permettre de poursuivre fermement notre plan de croissance incluant des opportunités d'acquisition.

La Société ne détient aucun papier commercial. De ce fait, la Société n'a pas été affectée par les papiers commerciaux adossés à des actifs.

Capital-actions**Autorisé**

La Société a autorisé un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, participantes et comportant un droit de vote par action.

La Société a autorisé un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises dans une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par le conseil d'administration de la Société.

Émis et entièrement payé

	Nombre
Actions ordinaires	
En circulation au 31 mai 2008	45 500 000
Émission d'actions sur exercice d'options	20 225
En circulation au 31 mai 2009	45 520 225

Programme de rachat dans le cours normal des activités

Le 2 décembre 2008, la Société a annoncé son intention d'acheter à des fins d'annulation jusqu'à concurrence de 2 275 000 actions ordinaires sur une période de douze mois qui a débuté le 4 décembre 2008 et se terminera le 3 décembre 2009, soit 5 % des actions ordinaires émises et en circulation de 5N Plus. Les rachats effectués par la Société auront lieu par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et seront conclus au cours boursier des actions ordinaires au moment du rachat. Au cours de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, aucune action n'a été rachetée.

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a instauré en octobre 2007 un régime d'options d'achat d'actions, à l'intention des administrateurs, dirigeants et employés. Le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises à la suite de l'exercice d'options sera égal à 10 % des actions ordinaires émises et en circulation de temps à autre. La période maximale au cours de laquelle une option pourra être exercée est de dix ans à compter de la date d'octroi. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2009, la Société a octroyé 466 430 options pour un total d'options octroyées de 1 439 055.

Au 31 mai 2009, le nombre total autorisé d'actions ordinaires pouvant encore être émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions était de 3 110 945.

Carnet de commandes

Le carnet des commandes qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois totalisait 52 224 368 \$ au 31 mai 2009, en hausse de 73,1 % comparativement à un carnet de commandes de 30 174 000 \$ au 31 mai 2008.

Ententes hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan qui consistent principalement en des contrats de location-exploitation pour certains locaux et équipements.

La filiale allemande de la Société s'est engagée à respecter un certain nombre de clauses dans une entente d'approvisionnement avec un important client. Vous trouverez un complément d'information sur cette entente à la note 18 c) afférente aux états financiers consolidés ainsi qu'à la rubrique Risques et incertitudes du présent rapport de gestion.

La Société est exposée aux risques de change sur les ventes réalisées en dollars US et en euros pour ses produits fabriqués au Canada et choisit de prendre à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger du risque des fluctuations des devise étrangères. Vous trouverez un complément d'information relié à ces contrats à la note 13 afférentes aux états financiers consolidés ainsi qu'à la rubrique Risques et incertitudes du présent rapport de gestion.

Obligations contractuelles

Le tableau qui suit résume nos principales obligations contractuelles dans le cadre de nos activités normales au 31 mai 2009 :

Paiements exigibles par période	2010	2011	2012	2013	2014	Par la suite	Total
Dette totale (incluant les intérêts)	710 992 \$	607 477 \$	593 226 \$	578 975 \$	564 724 \$	2 116 744 \$	5 172 138 \$
Contrats de location	640 268	610 268	610 268	208 216	17 351	–	2 086 371
Obligations d'achat	239 321	–	–	–	–	–	239 321
	<u>1 590 581 \$</u>	<u>1 217 745 \$</u>	<u>1 203 494 \$</u>	<u>787 191 \$</u>	<u>582 075 \$</u>	<u>2 116 744 \$</u>	<u>7 497 830 \$</u>

Conventions comptables

Les conventions comptables sont conformes à celles qui ont été utilisées pour les états financiers consolidés vérifiés au 31 mai 2008 à l'exception des modifications comptables mentionnées ci-dessous.

Modifications des conventions comptables

Le 1^{er} juin 2008, la Société a adopté les chapitres suivants du Manuel de l'ICCA :

- i. Le chapitre 1400 « Normes générales de présentation » a été modifié pour inclure les exigences pour évaluer et indiquer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.
- ii. Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit les normes pour la présentation d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Le chapitre décrit les informations à fournir sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité, ainsi que les données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital. Le chapitre cherche à savoir si l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital, ou sinon, les conséquences de cette dérogation.
- iii. Le chapitre 3031 « Stocks » établit des directives sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Cette norme permet également la reprise de certaines dépréciations passées lorsqu'il y a une augmentation subséquente de la valeur des stocks. Finalement, cette norme donne des directives sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks et qui requièrent l'utilisation constante des politiques liées aux stocks, par type de stock similaire quant à leur nature et à leur utilisation.
- iv. Le chapitre 3862 « Instruments financiers — informations à fournir », établit les informations à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers en regard de la situation financière et de la performance financière de l'entité; et la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. La trésorerie et les équivalents sont classés dans les « Actifs détenus à des fins de transaction ». La Société n'a pas de prêt et ses débiteurs et subventions à recevoir sont évalués selon la méthode de l'amortissement du coût, ce qui se rapproche du coût réel. Les créiteurs et charges à payer, les impôts sur les bénéfices et la dette à long terme de la Société sont classés dans les « Autres passifs financiers » et sont évalués selon l'amortissement du coût.
- v. Le chapitre 3863 « Instruments financiers — présentation », établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. Il reprend les normes de présentation établies par le chapitre 3861 « Instruments financiers — informations à fournir et présentation ».

L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence notable sur la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

Le 1^{er} mars 2009, la Société a adopté les conventions comptables suivantes :

- vi. Le Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN ») a publié le CPN-173 « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers », qui précise qu'il faut tenir compte dans le cas des actifs, du risque du crédit des contreparties et dans le cas des passifs, du risque de crédit propre à l'entité pour estimer la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

- vii. En janvier 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, « Écarts d'acquisitions et actifs incorporels » qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et entraîne le retrait du chapitre 3450, « Frais de recherche et développement », et de l'abrégé 27 du Comité sur les problèmes nouveaux, « Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation », ainsi que des modifications à la Note d'orientation en comptabilité 11, « Entreprises en phase de démarrage ». La norme fournit des directives relativement à la constatation des actifs incorporels conformément à la définition d'un actif et aux critères de constatation des actifs, et clarifie l'application de la notion de rapprochement des produits et des charges, que les actifs aient été acquis séparément ou développés à l'interne. Cette norme s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. La Société a choisi d'adopter de façon rétroactive cette norme et les principaux changements aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mai 2008 sont les suivants :

	Augmentation (Diminution)
Résultats consolidés	
Frais de démarrage	821 008 \$
Bénéfice avant la charge d'impôts sur le bénéfice	(821 008) \$
Charge d'impôts sur le bénéfice	(229 882) \$
Bénéfice net	(591 126) \$
Bilans consolidés	
Actif à court terme — Actif d'impôts futurs	229 882 \$
Frais de pré-exploitation reportés	(821 008) \$
Bénéfices non répartis	(591 126) \$

Modifications futures de conventions comptables

- i. En 2005, le Conseil des normes comptables du Canada a annoncé la convergence des normes comptables canadiennes avec les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). En mai 2007, l'ICCA a publié une mise à jour du « Plan de mise en œuvre pour l'intégration des IFRS dans les PCGR canadiens ». Ce plan expose dans les grandes lignes les principales décisions que l'ICCA devra prendre au fil de la mise en œuvre du plan stratégique pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes en vue d'harmoniser les principes comptables généralement reconnus du Canada avec les IFRS. En février 2008, l'ICCA a confirmé que la date de basculement des PCGR canadiens actuels vers les IFRS serait le 1^{er} janvier 2011. Bien que le cadre conceptuel des IFRS soit similaire à celui des PCGR du Canada, il existe d'importantes différences dans les méthodes comptables qui doivent être réglées. La Société évalue présentement l'incidence de ces nouvelles normes sur ses états financiers.
- ii. En janvier 2009, l'ICCA a approuvé trois nouveaux chapitres de son Manuel : le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601 « États financiers consolidés » et le chapitre 1602 « Participations sans contrôle ».

Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 « Regroupements d'entreprises » et établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien d'IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur et la constatation d'actifs et de passifs additionnels et exige plus d'informations à fournir relativement à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et que les coûts d'acquisition soient reconnus en dépenses.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent le chapitre 1600 « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés et le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Le chapitre 1602 converge avec les exigences de la norme internationale d'information financière 27, IAS 27, « États financiers consolidés et individuels » et établit les règles pour la comptabilisation d'une participation sans contrôle issue d'un regroupement d'entreprises, et reconnue comme un composante distincte des capitaux propres. Le résultat net fournira la répartition entre les participations avec et sans contrôle.

Les trois chapitres entreront en vigueur au moment où les sociétés ouvertes canadiennes auront adopté les IFRS, soit pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société n'a pas évalué l'impact de ces nouvelles normes.

Estimations comptables importantes

Recours à des estimations

La préparation d'états financiers conformes aux PCGR du Canada exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs et des passifs et sur les informations relatives aux éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges pour les périodes visées. Les principaux éléments pouvant être visés par de telles estimations sont notamment la durée de vie utile des actifs à long terme ainsi que l'évaluation du recouvrement des comptes clients, des crédits d'impôt à la recherche et des actifs d'impôts futurs. Les montants présentés et les informations fournies par voie de notes reflètent l'ensemble des conditions économiques et les lignes de conduite les plus probables de la Société. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Risques et incertitudes

Nous sommes sujets à un nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à notre capacité d'exécuter notre stratégie et d'atteindre nos objectifs de croissance à long terme. La Société analyse les risques et met en place des stratégies afin de minimiser leurs impacts sur la performance de la Société.

Dépendance à l'égard d'important client

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2009, un client représentait approximativement 78 % de nos ventes. La perte de ce client ou une diminution du volume d'achat de ce client pourrait entraîner une baisse considérable de notre chiffre d'affaires net et être préjudiciable à nos résultats d'exploitation.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit principalement associé à ses comptes clients. La Société a conclu une entente avec Exportation et développement Canada (EDC) selon laquelle cette dernière assure une partie du risque de perte de certains clients en cas de non-paiement, et ce, pour un montant maximum de 1 500 000 \$ par année. La Société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre sûreté de ses clients à l'égard de ses comptes débiteurs, toutefois le crédit est accordé aux clients uniquement après l'évaluation de leur solvabilité. En outre, la Société révisé continuellement le crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses dans l'éventualité qu'un compte soit jugé irrécouvrable. Un client représentait approximativement 79 % des débiteurs au 31 mai 2009.

Risque de taux d'intérêt

La Société a présentement un faible taux d'endettement et ses dettes sont à taux variable. Advenant une augmentation de sa dette, la Société aurait comme politique de réduire l'exposition à la variation des taux d'intérêt en s'assurant qu'une partie raisonnable de la dette soit à taux fixe. La direction ne croit pas que l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt aura des répercussions importantes sur les résultats d'exploitation.

Risque lié au prix

La Société est exposée au risque de variation des prix du marché des métaux qu'elle gère en prévoyant l'acquisition de certains inventaires pour rencontrer ses obligations contractuelles à prix fixe envers ses clients. Les instruments financiers de la Société ne l'exposent pas à un risque découlant du prix des matières premières.

Risque de change

Le risque de conversion et de négociation de la monnaie étrangère pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes, le coût des marchandises vendues et les marges brutes, ce qui pourrait entraîner des pertes de change importantes. Nous déclarons nos résultats financiers en dollars canadiens et la majorité de nos ventes sont libellées en devises étrangères. La plupart de nos coûts sont engagés en devises locales, ce qui signifie le dollar canadien pour nos installations de Montréal et l'euro pour nos nouvelles installations de fabrication en Allemagne. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, réduisant les fluctuations du taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change en regard à la monnaie de fonctionnement appropriée. Nous gérons les opérations de change en concluant des contrats de change à terme lorsqu'ils sont jugés nécessaires.

Juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents, des placements temporaires, des débiteurs, des prêts à long terme, des créditeurs ainsi que de la dette à long terme se rapproche de leur juste valeur, en raison de la période relativement brève qu'il restait à couvrir jusqu'à l'échéance de ces instruments ou du fait que les taux ne diffèrent pas de façon notable des taux courants du marché.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières en tellure et sélénium dont nous dépendons pour exercer nos activités. Plus précisément, l'approvisionnement en tellure est essentiel pour la production de CdTe. Actuellement, nous nous procurons nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraisons pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, en retour, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais quant au non respect de nos contrats d'approvisionnement.

Acceptation du marché et dépendance à l'égard des technologies des modules photovoltaïques à couches minces

Nous dépendons de l'acceptation du marché des produits de nos clients et de la technologie connexe. Tout retard ou toute difficulté par nos clients de pénétrer avec succès leurs marchés respectifs pourrait entraîner une baisse de nos ventes et de nos marges d'exploitation. La plupart de nos produits sont vendus sur de nouveaux marchés ou sur des marchés existants pour lesquels ils sont utilisés dans la fabrication des produits de remplacement destinés à de nouvelles technologies ou des technologies améliorées. Si nos clients ne rencontrent pas les cibles de rendement et de frais nécessaires pour assurer la viabilité commerciale, si leurs produits sont assujettis à des règlements qui limitent leur utilisation ou si la nouvelle technologie ou technologie améliorée associée à leurs produits ne peut être adoptée à grande échelle, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes et nos marges d'exploitation.

Réglementation en matière de protection de l'environnement

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent celles régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés et la santé et sécurité au travail. Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter ces lois et règlements. De plus, la violation des lois en matière de protection de l'environnement ou des permis délivrés en vertu de celles-ci ou la responsabilité engagée en vertu de ces lois ou permis pourrait entraîner l'imposition de restrictions sur nos activités d'exploitation ou nous exposer à des amendes substantielles, des pénalités et des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, des frais de nettoyage ou d'autres frais. Bien que nous estimons respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus rigoureux ou la découverte d'un état de l'environnement actuellement inconnu pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence défavorable importante sur notre entreprise, nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

Concurrence

La croissance attendue de la demande de métaux de grande pureté, particulièrement ceux employés dans l'industrie de l'énergie solaire, devrait attirer plus de raffineurs de métaux dans cette industrie et intensifier la concurrence. La concurrence pourrait venir de raffineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. Nous pourrions ne pas être en mesure d'égaliser les plus bas prix offerts de nos concurrents qui exercent leurs activités dans des pays en voie de développement. Nos activités sont actuellement exercées au Canada et en Europe. Bien que la main-d'œuvre compte pour une partie relativement modeste de notre structure de coûts, il pourrait se révéler difficile pour nous, d'être sur un même pied d'égalité en termes de coûts, que les concurrents établis dans les pays en voie de développement. Bien que nous estimons que la proximité des activités de nos clients constitue un avantage concurrentiel important étant donné les considérations de la protection de l'environnement et du recyclage, nos concurrents pourraient s'accaparer une part du marché, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes et nos marges d'exploitation si nous n'étions pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Dépendance à l'égard du personnel clé

Nous dépendons des services des membres de la direction générale et le départ de ces personnes pourrait avoir une incidence défavorable sur nous. Notre réussite future dépend de notre capacité à garder à notre service les employés clés et à attirer, former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise de l'industrie des matériaux électroniques, de la technologie du raffinage et des sels de cadmium, de tellure et de sélénium sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans plusieurs cas, surtout ceux reliés à nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans les délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous porte les clients, entraîner l'annulation de nos contrats et donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyons avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous éprouvions néanmoins des interruptions, qui pourraient avoir des incidences défavorables sur nos résultats financiers.

Protection des droits de propriété intellectuelle

La protection de propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous dépendons presque exclusivement d'une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter notre nombre de brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies précieux.

Option conférée à First Solar Inc. aux fins d'acquérir nos installations de fabrication en Allemagne

Une des conventions d'approvisionnement avec First Solar Inc. comporte une clause d'option d'achat aux termes de laquelle First Solar Inc. peut, s'il nous était impossible de respecter nos obligations contractuelles, acheter la totalité de notre participation dans la filiale allemande. Conséquemment, nous pourrions être tenus de vendre notre filiale allemande à un prix fixe, ce qui aurait une incidence défavorable sur nos perspectives de croissance et une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation.

Par ailleurs, le fait que l'option d'achat puisse être levée suite à un changement de contrôle ayant une incidence défavorable sur First Solar Inc. pourrait réduire l'intérêt de tiers à faire des offres publiques d'achat et proposer des regroupements d'entreprises ayant du fait même une incidence sur le cours de nos actions. Une telle situation pourrait limiter notre capacité à réunir des fonds au moyen de l'émission d'autres actions ordinaires selon le niveau de dilution qui en résulterait.

Au 31 mai 2009, la Société remplissait toutes les obligations reliées à cette entente.

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de l'entreprise est responsable d'établir et de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôles appropriés afin de fournir une assurance raisonnable que les renseignements diffusés par la Société sont fiables et complets. La Société applique les règles de divulgation de l'information financière et prend les mesures nécessaires pour respecter les nouvelles normes comptables dès leur entrée en vigueur. Elle applique également les normes exigées par les autorités réglementaires des marchés financiers. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société conjointement avec la direction, ont conclu après avoir évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, qu'au 31 mai 2009 ces derniers étaient efficaces. L'évaluation a été effectuée selon le cadre de contrôle du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société sont responsables d'établir et de maintenir des systèmes de contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIFF) afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité et que les états financiers ont été préparés selon les PCGR du Canada. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société conjointement avec la direction, ont conclu après avoir évalué l'efficacité des contrôles à l'égard de l'information financière, qu'au 31 mai 2009 ces derniers étaient efficaces.

Mesures non conformes aux PCGR

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux PCGR, et elles ne peuvent être formellement identifiées aux états financiers. Les mesures non conformes aux PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Il s'agit du BAIIA, de la marge brute, du ratio de la marge brute, du fonds de roulement et du ratio de fonds de roulement et de la dette totale.

Le BAIIA désigne le bénéfice avant frais financiers, revenus d'intérêts, impôts et amortissement, et est présenté de façon constante d'une période à l'autre. Nous suivons l'évolution du BAII, afin d'évaluer le rendement d'exploitation de nos activités permanentes avant la prise en compte des effets de certaines dépenses. La définition de ces mesures utilisées par la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

La marge brute est une mesure financière qui correspond aux ventes déduction faite des coûts des marchandises vendues. Le ratio de la marge brute est exprimé en pourcentage des ventes.

Le fond de roulement est une mesure qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise. Le fond de roulement est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Nous le mesurons en prenant le montant de l'actif à court terme déduction faite du passif à court terme.

La dette totale est une mesure qui nous indique à combien se chiffre notre dette incluant les portions à court terme et nous démontre quelle est notre situation d'endettement.

Le carnet de commandes est également une mesure non conforme aux PCGR et représente les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois.

Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont fait l'objet d'un reclassement afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice.

Information supplémentaire

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Des informations supplémentaires sur la Société, incluant la Notice annuelle, peuvent être consultées en ligne sur le site de SEDAR sous la rubrique Profil d'entreprise à l'adresse www.sedar.com.

Rapport de la direction aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les états financiers consolidés ci-joints sont la responsabilité de la direction de 5N Plus inc. et ont été examinés par le comité de vérification et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et comprennent des montants fondés sur des hypothèses posées par la direction ainsi que sur le jugement de celles-ci. La direction est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel afin de s'assurer de leur concordance avec les états financiers consolidés et les activités de la Compagnie.

La direction de la Compagnie est responsable de l'élaboration, de l'établissement et du maintien des procédures et des contrôles internes appropriés relatifs à l'information financière, afin de s'assurer que les états financiers destinés au public sont présentés de manière fidèle, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Ces systèmes de contrôle interne visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

Les vérificateurs externes ont libre accès au comité de vérification, composé d'administrateurs externes indépendants. Le comité de vérification, qui rencontre régulièrement au cours de l'exercice les membres de la direction financière, de même que les vérificateurs externes examine les états financiers consolidés et recommande leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été vérifiés par KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L., vérificateurs externes.

SIGNÉ

Le président et chef de la direction,

JACQUES L'ÉCUYER

Montréal, Canada
Le 12 août 2009

SIGNÉ

Le chef de la direction financière,

CHRISTIAN DUPONT, CA

Rapport des vérificateurs aux actionnaires de 5N Plus inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de 5N Plus inc. aux 31 mai 2009 et 2008 et les états consolidés des résultats, du résultat étendu, de la variation en capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mai 2009 et 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

SIGNÉ :

KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l.*

Comptables agréés

Montréal, Canada

Le 24 juillet 2009

* CA auditeur permis n° 13381

états financiers consolidés

États consolidés des résultats

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars canadiens)	2009	2008 (Chiffres retraités)
Ventes	69 373 117 \$	30 972 941 \$
Coût des ventes (note 12)	34 174 231	14 649 152
Profit brut	35 198 886	16 323 789
Charges		
Frais de vente et d'administration	5 277 745	2 911 797
Amortissement des immobilisations corporelles (note 4)	2 154 552	1 048 886
Frais de recherche et développement	1 241 142	930 232
Gain de change (note 14)	(3 441 588)	(124 710)
Frais financiers (note 15)	377 449	360 903
Revenus d'intérêts	(1 118 881)	(419 901)
	4 490 419	4 707 207
Bénéfice avant les éléments ci-dessous	30 708 467	11 616 582
Frais de démarrage, nouvelle usine (note 1 (q) (vii))	711 709	1 288 292
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice	29 996 758	10 328 290
Impôts sur le bénéfice (note 11)		
Exigibles	7 727 016	3 395 315
Futurs	1 401 618	(242 036)
	9 128 634	3 153 279
Bénéfice net	20 868 124 \$	7 175 011 \$
Bénéfice net par action (note 19)		
De base	0,46 \$	0,20 \$
Dilué	0,45 \$	0,19 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (note 19)		
De base	45 505 213	35 308 641
Dilué	45 876 122	36 884 776

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars canadiens)	2009	2008 (Chiffres retraités)
Bénéfice net	20 868 124 \$	7 175 011 \$
Autre élément du résultat étendu :		
Perte de change latent sur conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome	(343 467)	-
Résultat étendu	20 524 657 \$	7 175 011 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés de la variation en capitaux propres

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars canadiens)	2009	2008 (Chiffres retraités)
Capital-actions (note 10)		
Au début de l'exercice	81 788 694 \$	998 338 \$
Émission d'actions en vertu du régime d'options d'achat d'actions	93 220	94 369
Émission d'actions suite au PAPE	-	34 500 000
Émission d'actions suite à une convention de prise ferme	-	46 200 000
Rachat d'actions auprès d'actionnaires	-	(4 013)
À la fin de l'exercice	81 881 914 \$	81 788 694 \$
Surplus d'apport		
Au début de l'exercice	242 136 \$	81 782 \$
Coût de la rémunération relié aux options d'achat d'actions	588 209	251 998
Options exercées	(32 545)	(91 644)
À la fin de l'exercice	797 800 \$	242 136 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu		
Au début de l'exercice	- \$	- \$
Conversion de la méthode temporelle à la méthode du taux courant (note 1 (c))	232 419	-
Perte de change latent sur conversion des états financiers consolidés	(343 467)	-
À la fin de l'exercice	(111 048) \$	- \$
Bénéfices non répartis		
Au début de l'exercice	8 931 974 \$	6 466 347 \$
Bénéfice net	20 868 124	7 175 011
Dividendes	-	(1 000 000)
Frais d'émission d'actions, nets des impôts sur le bénéfice d'un montant de 1 492 199 \$	-	(3 643 334)
Excédent du prix d'achat sur la valeur attribuée des actions achetées par la Société	-	(66 050)
À la fin de l'exercice	29 800 098 \$	8 931 974 \$
Capitaux propres	112 368 764 \$	90 962 804 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

états financiers consolidés

Bilans consolidés

Aux 31 mai

(en dollars canadiens)	2009	2008 (Chiffres retraités)
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents	65 066 530 \$	59 576 743 \$
Débiteurs (note 2)	6 702 197	10 164 562
Stocks (note 3)	27 054 960	12 727 564
Frais payés d'avance et dépôts	516 391	348 504
Contrats de change (note 14)	1 685 076	-
Impôts futurs (note 11)	249 958	686 207
	101 275 112	83 503 580
Immobilisations corporelles (note 4)	26 178 423	21 220 889
Contribution gouvernementale à recevoir (note 17)	-	2 053 377
Impôts futurs (note 11)	662 639	909 536
Autres éléments d'actifs	52 682	55 681
	128 168 856 \$	107 743 063 \$
Passif et capitaux propres		
Passif à court terme		
Emprunt bancaire (note 5)	-	1 262 205 \$
Créditeurs et charges à payer (note 6)	6 791 675	7 486 227
Impôts sur le bénéfice à payer	3 021 632	1 754 114
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 7)	549 922	578 922
Tranche à court terme des autres passifs à long terme (note 8)	41 725	270 251
Impôts futurs (note 11)	311 897	-
	10 716 851	11 351 719
Dette à long terme (note 7)	3 997 923	4 547 028
Autres passifs à long terme (note 8)	-	127 906
Revenu reporté (note 9)	641 618	753 606
Impôts futurs (note 11)	443 700	-
	15 800 092	16 780 259
Capitaux propres		
Capital-actions (note 10)	81 881 914	81 788 694
Surplus d'apport	797 800	242 136
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(111 048)	-
Bénéfices non répartis	29 800 098	8 931 974
	112 368 764	90 962 804
	128 168 856 \$	107 743 063 \$

Engagements (note 18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil,

SIGNÉ :

JACQUES L'ÉCUYER
Administrateur

SIGNÉ :

JEAN-MARIE BOURASSA
Administrateur

États des flux de trésorerie consolidés

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars canadiens)	2009	2008 (Chiffres retraités)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation du fonds de roulement		
Bénéfice net	20 868 124 \$	7 175 011 \$
Ajustements pour :		
Impôts futurs	1 401 618	(242 036)
(Gain) perte de change sur trésorerie et équivalents	(168 919)	67 645
Gain de change non réalisé sur contrats de change	(1 685 076)	-
Amortissement des immobilisations corporelles	2 154 552	1 048 886
Amortissement autres	84 525	33 027
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	38 766
Revenu reporté	(1 115 986)	753 606
Rémunération à base d'options sur actions	588 209	251 998
	23 127 047	9 126 903
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	6 107 602	(6 073 430)
Stocks	(14 438 064)	(9 419 754)
Frais payés d'avance et dépôts	(165 501)	(144 560)
Créditeurs et charges à payer	323 341	3 555 078
Impôts sur le bénéfice à payer	1 285 220	792 446
	16 239 645	(2 163 317)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Variation nette de l'emprunt bancaire	(1 384 111)	222 205
Variation nette des autres passifs à long terme	(356 432)	(405 660)
Remboursement de la dette à long terme	(578 105)	(7 045 610)
Émission d'actions	60 675	75 644 793
Augmentation de la dette à long terme, nette des frais afférents	-	8 400 000
Frais de financement reportés	-	(64 990)
Rachat d'actions	-	(70 063)
Dividendes versés	-	(1 000 000)
Subvention — immobilisations corporelles	-	616 726
	(2 257 973)	76 297 401
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(8 663 805)	(16 004 152)
Dépôts	3 001	(12 476)
	(8 660 804)	(16 016 628)
Incidence des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et équivalents	168 919	(67 645)
Augmentation nette de la trésorerie et équivalents	5 489 787	58 049 811
Trésorerie et équivalents au début	59 576 743	1 526 932
Trésorerie et équivalents à la fin	65 066 530 \$	59 576 743 \$
Informations supplémentaires		
Immobilisations corporelles non déboursées incluses dans les créditeurs et charges à payer	192 453 \$	1 715 915 \$
Intérêts versés	278 088 \$	301 515 \$
Impôts versés sur le bénéfice	6 111 194 \$	2 105 015 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens et ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada.

a) Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de 5N Plus inc. et de ses filiales à part entière. Toutes les opérations importantes et les soldes réciproques ont été éliminés.

b) Recours à des estimations

La préparation d'états financiers conformes aux PCGR exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs et des passifs et sur les informations relatives aux éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges pour les périodes visées. Les principaux éléments pouvant être visés par de telles estimations sont notamment la durée de vie utile des actifs à long terme et l'évaluation de la recouvrabilité des débiteurs, crédits d'impôt à la recherche et des actifs d'impôts futurs. Les montants présentés et les informations fournies par voie de notes reflètent l'ensemble des conditions économiques et les lignes de conduite les plus probables de la Société. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

c) Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les éléments d'actif et de passif non monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les produits et les charges libellés en monnaie étrangère sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et les pertes résultant de la conversion sont pris en compte dans les résultats.

Depuis le 1^{er} juin 2008, la filiale étrangère est considérée comme une entité autonome suite à une réévaluation basée sur les critères du chapitre 1651 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») « Conversion des devises ». La réévaluation a été faite dans le cadre du début des opérations commerciales de la filiale en Allemagne. L'impact de la conversion de ces comptes de la méthode temporelle à la méthode du taux courant a nécessité un ajustement au 1^{er} juin 2008 d'un montant de 232 419 \$. Cet ajustement a été comptabilisé en augmentation des immobilisations corporelles et en augmentation du poste de l'avoir des actionnaires, sous la rubrique « cumul des autres éléments du résultat étendu ».

d) Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents comprennent l'encaisse et les soldes bancaires ainsi que tous les placements à court terme hautement liquides dont l'échéance initiale est de 90 jours ou moins. Ils sont inscrits à leur juste valeur estimative qui se rapproche du coût.

e) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Le coût des produits finis inclut la valeur des matières premières, la main-d'œuvre directe et une juste part des frais généraux de fabrication.

À l'occasion, lorsque la quasi-totalité des matières premières est en inventaire, la Société pourrait s'engager dans des contrats de vente à long terme à prix fixes. Les coûts associés aux quantités requises pour honorer ces contrats sont intégrés au calcul du coût moyen des matières premières lorsque les contrats ont été exécutés.

1. Principales conventions comptables (suite)

f) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût, déduction faite des subventions gouvernementales. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Périodes
Bâtiments	25 ans
Améliorations locatives	10 à 20 ans
Équipement de production	10 ans
Matériel roulant	10 ans
Mobilier et équipement de bureau	3, 5 et 10 ans
Équipement informatique	3 ans

g) Dépréciation et sortie d'actifs à long terme

Les actifs à long terme, à savoir les immobilisations corporelles et les actifs intangibles pouvant être amortis, sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La recouvrabilité des actifs destinés à être détenus et utilisés est mesurée en comparant la valeur comptable d'un actif au montant estimatif des flux de trésorerie futurs non actualisés que procurerait vraisemblablement cet actif. Lorsque la valeur comptable d'un actif excède le montant estimatif des flux de trésorerie futurs non actualisés, une perte de valeur doit être constatée pour tenir compte de l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur recouvrable. Les actifs destinés à être vendus sont présentés de façon distincte au bilan et sont constatés à la valeur comptable ou à la valeur recouvrable, déduction faite des frais de vente, selon la moindre des deux, et ils ne sont plus amortis. Les actifs ou les passifs qui font partie d'un groupe destiné à être cédé et qui sont classés comme destinés à la vente sont présentés de manière distincte sous les rubriques appropriées de l'actif ou du passif au bilan.

h) Constatation de produits

Selon les termes des ententes intervenues avec les clients, la Société produit et vend une variété de métaux et composés devant répondre à des spécifications prévues. La Société considère que tous les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés à ses clients lors de la réception des produits par ces derniers ou lorsque les produits sont livrés, tel que défini aux ententes.

Les ventes comprennent également les produits provenant d'activités d'affinage en sous-traitance. Selon les termes des contrats, les risques et avantages importants inhérents à ces produits sont transférés aux clients au moment de la livraison des produits sous-traités et par conséquent, les produits sont constatés à ce moment.

i) Recherche et développement

Les frais de recherche sont imputés aux résultats consolidés de la période au cours de laquelle ils sont engagés et comprennent une proportion raisonnable des coûts indirects. Les frais de développement sont reportés lorsqu'ils répondent aux critères de capitalisation prévus selon les PCGR, et que la réalisation des avantages futurs peut être considérée comme raisonnablement certaine. Aux 31 mai 2009 et 2008, aucuns frais de développement n'avaient été reportés.

j) Impôts sur le bénéfice

La Société utilise la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser des impôts sur le bénéfice. Selon cette méthode, les écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs sont inscrits par application des taux d'imposition qui devraient être en vigueur ou pratiquement en vigueur dans l'exercice au cours duquel il est prévu que les écarts temporaires se résorberont. Une provision pour moins-value est constatée pour tout actif d'impôts futurs s'il est plus probable qu'improbable, selon la direction, que l'actif ne sera pas réalisé.

1. Principales conventions comptables (suite)

k) Garanties

Dans le cours normal des activités, la Société conclut diverses ententes qui peuvent présenter des caractéristiques répondant à la définition de garantie. Par définition, une garantie est un contrat (y compris l'indemnisation) qui pourrait éventuellement obliger la Société à faire des paiements à un tiers en fonction i) de la variation d'un taux d'intérêt, d'un taux de change, d'un titre de capitaux propres ou d'un titre sur marchandise, d'un indice ou de toute autre variable liée à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie, ii) de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'un tiers ou iii) du manquement, par un tiers, à rembourser sa dette au moment où celle-ci devient exigible.

l) Rémunération et autre paiement à base d'actions

La Société comptabilise les coûts de rémunération liés aux options attribuées à des salariés et administrateurs selon la méthode fondée sur la juste valeur estimée au moyen du modèle Black et Scholes. Conformément à cette méthode, les coûts de rémunération sont calculés à leur juste valeur à la date de l'attribution et sont imputés aux résultats sur la période d'acquisition des attributions.

m) Résultats par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net consolidé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé de la même façon que le résultat de base par action, sauf que le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est majoré du nombre d'actions supplémentaires résultant de l'exercice réputé des options ou des bons de souscription, s'ils ont un effet dilutif. Le nombre d'actions supplémentaires est calculé en supposant que les options et les bons de souscription d'actions en cours ont été exercés et que le produit tiré de leur exercice a été affecté à l'achat d'actions ordinaires au cours boursier par action par l'application de la méthode de conversion hypothétique, si les billets ont un effet dilutif. Aux termes de la méthode de conversion hypothétique, les billets convertibles sont présumés avoir été convertis au début de la période (ou au moment de l'émission, si cette date est ultérieure) et les actions ordinaires qui en résultent sont comprises dans le montant aux fins du calcul du bénéfice dilué par action.

n) Contributions gouvernementales

Les contributions gouvernementales, qui consistent en subventions et en crédits d'impôt à la recherche, sont constatées en tant que réduction des charges y afférentes et du coût de l'élément d'actif qui est acquis. Les contributions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une certitude raisonnable que la Société a respecté les conditions du programme de subvention approuvé ou, dans le cas des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une certitude raisonnable qu'ils seront réalisés.

o) Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés au bilan consolidé à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement tel qu'indiqué à la note 13. Leur classement dépend de l'objectif visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

Le tableau ci-dessous présente la méthode comptable que la Société a choisi d'appliquer à chacune de ses catégories d'instruments financiers :

Actif/passif	Catégorie	Évaluation
Trésorerie et équivalents	Détenus à des fins de transactions	Juste valeur
Débiteurs	Prêts et créances	Coût après amortissement
Comptes fournisseurs et charges à payer	Autres passifs	Coût après amortissement
Dettes à long terme	Autres passifs	Coût après amortissement

Le coût après amortissement est déterminé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La Société a choisi de comptabiliser les coûts de transaction liés à l'émission d'instruments financiers en réduction de la valeur comptable des instruments financiers connexes. La facilité de crédit est composée d'une marge de crédit et d'un prêt à terme, les coûts de transaction liés à l'émission d'instruments financiers sont capitalisés et présentés en réduction des instruments financiers auxquels ils se rapportent. Les coûts de transaction sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimative de la facilité.

1. Principales conventions comptables (suite)

p) Instruments dérivés

La Société utilise des instruments dérivés autonomes pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change afin d'en réduire au minimum les conséquences sur ses résultats et sa situation financière. Les instruments dérivés auxquels la Société a le plus souvent recours sont les contrats de change à terme. Ces instruments sont évalués à leur juste valeur à chaque date du bilan. Les actifs dérivés à court terme et à long terme sont pris en compte dans les comptes débiteurs et dans les autres actifs, respectivement. Les passifs dérivés à court terme et à long terme sont pris en compte, dans les comptes créditeurs et charges à payer et dans les gains reportés et autres passifs à long terme respectivement.

q) Modifications de conventions comptables

Le 1^{er} juin 2008, la Société a adopté les chapitres suivants du Manuel de l'ICCA :

- i. Le chapitre 1400 « Normes générales de présentation » a été modifié pour inclure les exigences pour évaluer et indiquer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.
- ii. Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit les normes pour la présentation d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Le chapitre décrit les informations à fournir sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité, ainsi que les données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital. Le chapitre cherche à savoir si l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital, ou sinon, les conséquences de cette dérogation.
- iii. Le chapitre 3031 « Stocks » établit des directives sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charge, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Cette norme permet également la reprise de certaines dépréciations passées lorsqu'il y a une augmentation subséquente de la valeur des stocks. Finalement, cette norme donne des directives sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks et qui requièrent l'utilisation constante des politiques liées aux stocks, par type de stock similaire quant à leur nature et à leur utilisation.
- iv. Le chapitre 3862 « Instruments financiers — informations à fournir », établit les informations à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers en regard de la situation financière et de la performance financière de l'entité ; et la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. La trésorerie et équivalents ont été classés dans les actifs disponibles à la vente. La Société n'a aucun prêt à recevoir et ses débiteurs et subventions à recevoir sont évalués au coût après amortissement, qui se rapproche du coût. Les instruments financiers de la Société classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur et les gains et pertes sont comptabilisés dans les résultats de la période au cours de laquelle ils surviennent. Les créditeurs et charges à payer, les impôts sur le bénéfice à payer et la dette à long terme de la Société ont été classés dans les autres passifs financiers et, par conséquent, sont évalués au coût après amortissement.
- v. Le chapitre 3863 « Instruments financiers — présentation », établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. Il reprend les normes de présentation établies par le chapitre 3861 « Instruments financiers — informations à fournir et présentation ».

L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

Le 1^{er} mars 2009, la Société a adopté les conventions comptables suivantes :

- vi. Le Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN ») a publié le CPN-173 « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers », qui précise qu'il faut tenir compte dans le cas des actifs, du risque du crédit des contreparties et dans le cas des passifs, du risque de crédit propre à l'entité pour estimer la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

1. Principales conventions comptables (suite)

- vii. En janvier 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, « Écarts d'acquisitions et actifs incorporels » qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et entraîne le retrait du chapitre 3450, « Frais de recherche et développement », et de l'abrégié 27 du Comité sur les problèmes nouveaux, « Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation », ainsi que des modifications à la Note d'orientation en comptabilité 11, « Entreprises en phase de démarrage ». La norme fournit des directives relativement à la constatation des actifs incorporels conformément à la définition d'un actif et aux critères de constatation des actifs, et clarifie l'application de la notion de rapprochement des produits et des charges, que les actifs aient été acquis séparément ou développés à l'interne. Cette norme s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. La Société a choisi d'adopter de façon rétroactive cette norme et les principaux changements aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mai 2008 sont les suivants :

	Augmentation (Diminution)
États consolidés des résultats	
Frais de démarrage	821 008 \$
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice	(821 008) \$
Impôts sur le bénéfice	(229 882) \$
Bénéfice net	(591 126) \$
Bilans consolidés	
Actif à court terme — impôts futurs	229 882 \$
Frais reportés de pré-exploitation	(821 008) \$
Bénéfices non répartis	(591 126) \$

r) Modifications futures de conventions comptables

- i. En 2005, le Conseil des normes comptables du Canada a annoncé la convergence des normes comptables canadiennes avec les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). En mai 2007, l'ICCA a publié une mise à jour du « Plan de mise en œuvre pour l'intégration des IFRS dans les PCGR canadiens ». Ce plan expose dans les grandes lignes les principales décisions que l'ICCA devra prendre au fil de la mise en œuvre du plan stratégique pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes en vue d'harmoniser les principes comptables généralement reconnus du Canada avec les IFRS. En février 2008, l'ICCA a confirmé que la date de basculement des PCGR canadiens actuels vers les IFRS serait le 1^{er} janvier 2011. Bien que le cadre conceptuel des IFRS soit similaire à celui des PCGR du Canada, il existe d'importantes différences dans les méthodes comptables qui doivent être réglées. La Société évalue présentement l'incidence de ces nouvelles normes sur ses états financiers.
- ii. En janvier 2009, l'ICCA a approuvé trois nouveaux chapitres de son Manuel : le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601 « États financiers consolidés » et le chapitre 1602 « Participations sans contrôle ».

Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 « Regroupements d'entreprises » et établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien d'IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur et la constatation d'actifs et de passifs additionnels et exige plus d'informations à fournir relativement à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et que les coûts d'acquisition soient reconnus en dépenses.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent le chapitre 1600 « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés et le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Le chapitre 1602 converge avec les exigences de la norme internationale d'information financière 27, IAS 27, « États financiers consolidés et individuels » et établit les règles pour la comptabilisation d'une participation sans contrôle issue d'un regroupement d'entreprises, et reconnue comme un composante distincte des capitaux propres. Le résultat net fournira la répartition entre les participations avec et sans contrôle.

Les trois chapitres entreront en vigueur au moment où les sociétés ouvertes canadiennes auront adopté les IFRS, soit pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société n'a pas évalué l'impact de ces nouvelles normes.

2. Débiteurs

Aux 31 mai	2009	2008
Comptes clients	3 826 686 \$	6 380 487 \$
Taxes à la consommation	417 073	2 203 808
Contribution gouvernementale à recevoir (note 17)	2 518 930	1 540 760
Autres	39 508	39 507
Provision pour créances douteuses	(100 000)	–
	6 702 197 \$	10 164 562 \$

Le classement chronologique des comptes clients était comme suit :

	2009	2008
Courant	3 327 781 \$	6 154 326 \$
En souffrance de 0 à 30 jours	301 225	157 556
En souffrance de 31 à 60 jours	1 915	39 009
En souffrance de 61 à 120 jours	195 765	29 596
	3 826 686 \$	6 380 487 \$

3. Stocks

Aux 31 mai	2009	2008
Matières premières	18 183 623 \$	9 809 207 \$
Produits finis	8 871 337	2 918 357
	27 054 960 \$	12 727 564 \$

4. Immobilisations corporelles

	Au 31 mai 2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Terrains	534 632 \$	– \$	534 632 \$
Bâtiments	11 425 865	824 312	10 601 553
Améliorations locatives	1 545 668	335 958	1 209 710
Équipement de production	17 266 938	4 259 315	13 007 623
Matériel roulant	47 441	39 093	8 348
Mobilier et équipement	278 802	89 995	188 807
Équipement informatique	848 842	221 092	627 750
	31 948 188 \$	5 769 765 \$	26 178 423 \$

4. Immobilisations corporelles (suite)

	Au 31 mai 2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Terrains	534 380 \$	– \$	534 380 \$
Bâtiment	4 497 408	398 714	4 098 694
Améliorations locatives	1 355 026	252 007	1 103 019
Équipement de production	8 567 120	2 781 503	5 785 617
Matériel roulant	47 441	33 820	13 621
Mobilier et équipement	150 515	67 620	82 895
Équipement informatique	402 381	104 674	297 707
Projet de construction	9 304 956	–	9 304 956
	24 859 227 \$	3 638 338 \$	21 220 889 \$

L'amortissement des immobilisations corporelles présenté à l'état consolidé des résultats est relié aux activités suivantes :

	2009	2008
Coût des ventes	2 002 747 \$	985 931 \$
Frais d'administration	145 141	57 061
Frais de recherche et développement	6 664	5 894
	2 154 552 \$	1 048 886 \$

5. Emprunt bancaire

Le 10 octobre 2008, une facilité de crédit a été accordée à la Société pour un montant de 25 000 000 \$, une clause accordéon a été négociée sous certaines conditions et permettrait d'augmenter ce crédit à 30 000 000 \$. Cette facilité de crédit est composée de deux tranches, la première au montant de 7 500 000 \$ sous forme de marge de crédit est garantie par les comptes à recevoir et l'inventaire, la deuxième tranche sous forme de prêt à terme au montant de 17 500 000 \$ est payable trimestriellement sur une période de sept ans, cette dernière servira à financer des acquisitions d'immobilisations et d'entreprises. Ces emprunts sont à taux préférentiel bancaire plus 0,0 % à 0,50 % et dépendent du résultat d'un calcul de ratio.

6. Crédoeurs et charges à payer

	2009	2008
Fournisseurs et charges à payer	5 336 845 \$	6 641 201 \$
Salaires et vacances	1 324 469	845 026
Taxes à la consommation	130 361	–
	6 791 675 \$	7 486 227 \$

7. Dette à long terme

	2009	2008
Emprunt, taux de base flottant du prêteur moins 1,40 %, remboursable à partir du 17 juin 2008 en 120 versements mensuels de 41 667 \$, capital seulement, garanti par un immeuble.	4 497 923 \$	4 997 107 \$
Emprunt, taux d'intérêt effectif de 5 %, remboursable jusqu'en avril 2010 en versements semestriels de 24 967 \$.	49 922	99 843
Emprunt, 6,8 %, remboursé en septembre 2008.	–	29 000
	4 547 845	5 125 950
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice	(549 922)	(578 922)
	3 997 923 \$	4 547 028 \$

Les versements à effectuer au cours des cinq prochains exercices se terminant le 31 mai s'établissent comme suit :

2010	549 922 \$
2011	500 000 \$
2012	500 000 \$
2013	500 000 \$
2014	500 000 \$
Par la suite	1 997 923 \$

La Société doit respecter certains ratios selon les termes des ententes avec les prêteurs. Au 31 mai 2009, la Société remplissait les conditions sous-jacentes aux prêts.

8. Autres passifs à long terme

	2009	2008
Dépôt reçu d'un client, taux d'intérêt effectif de 5 %, remboursable en dollars US, au taux de 70 \$ par kilogramme des ventes effectuées à cette société jusqu'en avril 2010.	41 725 \$	279 593 \$
Dépôt reçu d'un client, au taux d'intérêt effectif de 5 %, remboursé en 2009.	–	118 038
Autre	–	526
	41 725	398 157
Tranche à court terme	(41 725)	(270 251)
	– \$	127 906 \$

9. Revenu reporté

La filiale allemande 5N PV détenue en propriété exclusive de 5N Plus a reçu en 2008 la somme de 540 000 € d'une société allemande pour la création de nouveaux emplois. Ce revenu reporté est amorti sur une période de trois ans en fonction de chaque emploi créé à notre usine allemande. Une lettre de crédit d'un montant équivalent a été émise en faveur de la société allemande dans l'éventualité que 5N PV ne puisse respecter son engagement. Un revenu de 115 986 \$ a été reconnu en 2009 (34 352 \$ en 2008).

10. Capital-actions

Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action et participantes.

Un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises dans une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par le conseil d'administration de la Société.

Émis et entièrement payé

	Nombre	Montant
Actions ordinaires	29 635 954	963 756 \$
Émission d'actions suite au PAPE	11 500 000	34 500 000
Émission d'actions suite à une convention de prise ferme	4 000 000	46 200 000
Émission d'actions suite à la conversion des actions catégorie B	364 046	124 938
En circulation au 31 mai 2008	45 500 000	81 788 694
Émission d'actions sur exercice d'options	20 225	93 220
En circulation au 31 mai 2009	45 520 225	81 881 914 \$
Actions catégorie B		
En circulation au 31 mai 2007	251 500	34 582 \$
Émission d'actions sur exercice d'options	135 181	94 369
Rachat d'actions auprès d'actionnaires	(22 635)	(4 013)
Conversion des actions catégorie B en actions ordinaires	(364 046)	(124 938)
En circulation au 31 mai 2008	-	- \$

Le nombre d'actions ordinaires et catégorie B en circulation et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du bénéfice net par action de base et dilué de l'exercice terminé le 31 mai 2008 ont été ajustés rétroactivement pour tenir compte du fractionnement des actions de la Société suite au PAPE.

Programme de rachat dans le cours normal des affaires

Le 2 décembre 2008, la Société a annoncé son intention d'acheter à des fins d'annulation jusqu'à concurrence de 2 275 000 actions ordinaires sur une période de douze mois qui commence le 4 décembre 2008 et termine le 3 décembre 2009, soit 5 % des actions ordinaires émises et en circulation de 5N Plus. Les rachats effectués par la Société auront lieu par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et seront conclus au cours boursier des actions ordinaires au moment du rachat. Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2009, aucune action n'a été rachetée.

Régime d'options d'achat d'actions

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2009 la Société a émis, suite à l'exercice d'options sur actions, 20 225 actions ordinaires pour une contrepartie de 60 675 \$ en espèces (135 181 actions catégorie B pour une contrepartie de 2 725 \$ en 2008). Le montant préalablement enregistré au surplus d'apport relatif aux options exercées de 32 545 \$ (91 644 \$ en 2008) a été reclassé dans le capital-actions.

La Société a instauré en octobre 2007 un régime d'options d'achat d'actions, à l'intention des administrateurs, dirigeants et employés. Le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises suite à l'exercice d'options sera égal à 10 % des actions ordinaires émises et en circulation de temps à autre. La période maximale au cours de laquelle une option pourra être exercée est de dix ans à compter de la date d'octroi. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2009, la Société a octroyé 466 430 (1 042 200 le 20 décembre 2007) options à un prix moyen pondéré de levée de 5,42 \$ par option (3,00 \$ par option le 20 décembre 2007). Les options sont acquises à raison de 25 % (100 % pour les administrateurs) par année suivant le premier anniversaire de la date de l'octroi.

10. Capital-actions (suite)

Le tableau suivant présente les coûts de rémunération liés aux options attribuées calculés au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes selon les hypothèses suivantes :

	2009	2008
Volatilité prévue	68 %	72 %
Dividende	Néant	Néant
Taux d'intérêt sans risque	2,50 %	4,25 %
Taux d'intérêt sans risque (administrateurs)	2,25 %	4,00 %
Durée de vie prévue	3,5 ans	3,5 ans
Durée de vie prévue (administrateurs)	1 an	1 an
Juste valeur moyenne pondérée à la date de l'octroi des options	2,46	1,42

	2009		2008	
	Option sur actions	Prix de levée moyen pondéré	Option sur actions	Prix de levée moyen pondéré
Au début de l'exercice	1 032 500	3,00 \$	10 750	0,26 \$
Octroyées	466 430	5,42 \$	1 042 200	3,00 \$
Annulées	(39 650)	3,00 \$	(9 700)	3,00 \$
Levées	(20 225)	3,00 \$	(10 750)	0,26 \$
À la fin de l'exercice	1 439 055	3,78 \$	1 032 500	3,00 \$

La rémunération à base d'option sur actions est répartie comme suit :

	2009	2008
Coût des ventes	133 276 \$	59 839 \$
Frais de vente et d'administration	370 254	163 897
Frais de recherche et développement	84 679	28 262
	588 209 \$	251 998 \$

11. Impôts sur le bénéfice

Le tableau suivant fait le rapprochement entre le taux d'imposition réglementaire et le taux d'imposition effectif utilisé par la Société dans le calcul du bénéfice net :

	2009		2008	
Charge d'impôt aux taux réglementaires d'imposition	9 268 998 \$	30,9 %	3 259 848 \$	31,6 %
Incidence fiscale des charges non déductibles	217 935	0,7 %	90 641	0,9 %
Crédits d'impôts à la recherche et au développement non imposable	(83 221)	(0,3)%	(27 234)	(0,3)%
Différence de taux applicables à une filiale étrangère	(112 232)	(0,4)%	(51 536)	(0,5)%
Ajustements et cotisations d'exercices précédents	(162 846)	(0,5)%	(29 454)	(0,3)%
Incidence fiscale de la comptabilisation de l'avantage fiscal relié aux pertes d'une filiale étrangère	-		(88 986)	(0,9)%
	9 128 634 \$	30,4 %	3 153 279 \$	30,5 %

11. Impôts sur le bénéfice (suite)

L'incidence fiscale des principaux éléments constituant le montant de l'actif net d'impôts futurs de la Société est la suivante :

	2009	2008
Actif d'impôts futurs		
Stocks	249 958 \$	– \$
Immobilisations corporelles	662 639	798 536
Frais d'émission d'actions	1 051 210	1 348 172
Pertes reportées	–	449 707
Autres	62 586	21 828
	2 026 393 \$	2 618 243 \$
Passif d'impôts futurs		
Immobilisations corporelles	(1 263 303) \$	(919 104) \$
Crédits d'impôts à l'investissement	(93 380)	(83 500)
Gain sur change non réalisé	(512 710)	(19 896)
	(1 869 393) \$	(1 022 500) \$
Actif net d'impôts futurs	157 000 \$	1 595 743 \$

Les actifs et passifs d'impôts futurs à court et à long terme se répartissent comme suit :

	2009	2008
Actif d'impôts futurs		
Court terme	249 958 \$	686 207 \$
Long terme	662 639	909 536
	912 597 \$	1 595 743 \$
Passif d'impôts futurs		
Court terme	311 897 \$	– \$
Long terme	443 700	–
	755 597 \$	– \$
Actif net d'impôts futurs	157 000 \$	1 595 743 \$

12. Coût des ventes

Le tableau suivant présente la conciliation entre le coût des ventes présenté aux résultats et le montant des stocks comptabilisés en charges dans la période.

	2009	2008
Coût des ventes	34 174 231 \$	14 649 152 \$
Amortissement des immobilisations corporelles relié à la transformation des stocks	2 002 747	985 931
Montant des stocks comptabilisés en charges	36 176 978 \$	15 635 083 \$

13. Instruments financiers

Politiques et procédures de gestion du risque

Dans le cours normal de son exploitation, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et de financement, au risque de taux d'intérêt, au risque de prix, ainsi qu'au risque de change. La direction analyse les risques et met en place des stratégies afin de minimiser leurs impacts sur la performance de la Société.

Risque de crédit et client important

La Société a une approche prudente pour gérer sa trésorerie et équivalents. La politique de placement requiert que les fonds soient garantis à 100 % par l'institution financière. De plus, les fonds doivent être répartis parmi trois institutions financières reconnues et finalement le type et la durée du placement sont autorisés conjointement par le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière.

La Société assume des risques de crédit associés à ses débiteurs, tels que ceux liés à la possibilité qu'un client ne puisse régler en entier les montants dus à la Société lorsqu'ils deviennent exigibles. La Société canadienne estime que le risque de crédit est mitigé en raison des éléments suivants :

- La Société a conclu une entente avec Exportation et développement Canada (« EDC ») selon laquelle cette dernière assure une partie du risque de perte de certains clients en cas de non-paiement, et ce, pour un montant maximum de 1 500 000 \$ par année.
- La Société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre sûreté de ses clients à l'égard de ses comptes débiteurs, toutefois le crédit est accordé aux clients uniquement après l'évaluation de leur solvabilité. En outre, la Société révisé continuellement le crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses dans l'éventualité qu'un compte soit jugé irrécouvrable.
- Un client représentait approximativement 78 % (67 % en 2008) des ventes pour l'année financière 2009 et 79 % des débiteurs au 31 mai 2009 (54 % en 2008).

Risque de liquidité et de financement

La Société a recours à des financements à court et long terme auprès de différentes institutions financières. Advenant une baisse significative de sa trésorerie et équivalents, la Société pourrait avoir recours à de la dette supplémentaire.

Le tableau suivant résume les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 mai 2009 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 24 mois	Après 24 mois
Créditeurs et charges à payer	6 791 675 \$	6 791 675 \$	6 791 675 \$	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme	4 547 845	5 130 413	335 223	334 044	607 477	3 853 669
Autres passifs à long terme	41 725	41 725	41 725	-	-	-
	11 381 245 \$	11 963 813 \$	7 168 623 \$	334 044 \$	607 477 \$	3 853 669 \$

Les flux de trésorerie contractuels comprennent les intérêts.

Risque de taux d'intérêt

L'émission de 4 000 000 d'actions ordinaires en avril 2008 a généré un produit brut de 46 200 000 \$. La Société a présentement un faible taux d'endettement et ses dettes sont à taux variable. Advenant une augmentation de sa dette, la Société aurait comme politique de réduire l'exposition à la variation des taux d'intérêt en s'assurant qu'une partie raisonnable de la dette soit à taux fixe. La direction ne croit pas que l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt aura des répercussions importantes sur les résultats d'exploitation. Pour chaque tranche de 10 000 000 \$ en trésorerie et équivalents, une fluctuation de taux de 0,50 % aurait un impact annuel sur les revenus d'intérêt de 50 000 \$.

Risque de prix

La Société est exposée au risque de variation des prix du marché des métaux qu'elle gère en prévoyant l'acquisition de certains inventaires pour rencontrer ses obligations contractuelles à prix fixe envers ses clients. Les instruments financiers de la Société ne l'exposent pas à un risque découlant du prix des matières premières.

13. Instruments financiers (suite)

Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les ventes réalisées en dollars US et en euros pour ses produits fabriqués au Canada. La Société estime que le risque de change est limité pour les raisons suivantes :

- a) La Société a conclu, le 20 novembre 2008 un contrat de change à terme pour un montant de 4 500 000 € au taux de conversion moyen de 1,59. Ce contrat de change à terme est en vigueur du 15 décembre 2008 au 14 mai 2010 par tranche mensuelle de 250 000 €. La Société a enregistré en rapport à ce contrat de change, un gain de change au montant de 87 194 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2009.
- b) La Société a conclu, le 9 octobre 2008 un contrat de change à terme pour un montant de 6 000 000 \$US au taux de conversion moyen de 1,135. Ce contrat de change à terme est en vigueur du 3 novembre 2008 au 30 octobre 2009 par tranche mensuelle de 500 000 \$US. La Société a enregistré en rapport à ce contrat de change, une perte de change au montant de 199 451 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2009.
- c) La Société a conclu, le 19 mars 2009 un contrat de change à terme pour un montant de 5 300 000 € au taux de conversion moyen de 1,64. Ce contrat de change à terme est en vigueur du 1^{er} avril 2009 au 28 février 2011 par tranche mensuelle variant de 150 000 € à 350 000 €. La Société a enregistré en rapport à ce contrat de change, un gain de change au montant de 542 020 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2009.
- d) La Société a conclu, le 27 mars 2009 un contrat de change à terme pour un montant de 7 050 000 \$US au taux de conversion moyen de 1,227. Ce contrat de change à terme sera en vigueur du 1^{er} septembre 2009 au 31 août 2011 par tranche mensuelle variant de 250 000 \$US à 350 000 \$US. La Société a enregistré en rapport à ce contrat de change, un gain de change au montant de 962 937 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2009.
- e) Les achats de matières premières sont principalement libellés en dollars US. Les achats de la Société représentent partiellement une couverture naturelle contre les ventes libellées en dollars US.

Au 31 mai 2009, le risque auquel la Société était exposée s'établissait comme suit :

	\$US	€
Actifs et passifs financiers au coût après amortissement :		
Encaisse, trésorerie et équivalents	1 755 567	378 446
Débiteurs	2 212 613	12 000
Somme à recevoir de la filiale à part entière	731 941	2 605 309
Somme à payer de la filiale à part entière	-	(1 306)
Créditeurs et charges à payer	(2 674 443)	-
Autres passifs à long terme	(73 551)	-
Risque total découlant des éléments ci-dessus	1 952 127	2 994 449

Scénario de la fluctuation du dollar canadien en regard au montant brut à risque :

	\$/CA/\$US	\$/CA/€
Taux de change au 31 mai 2009	1,0961	1,5484
Impact sur le bénéfice net de la fluctuation de 5 cents du dollar canadien	66 860 \$	135 598 \$

Les montants ci-dessus n'incluent pas les soldes en euros de la filiale à part entière, ce qui représente sa devise fonctionnelle. Par contre, les soldes en euros intercompagnies de la Société sont inclus dans ces montants.

13. Instruments financiers (suite)

Juste valeur

La Société a établi que la valeur comptable de ses actifs et passifs financiers à court terme, notamment, la trésorerie et ses équivalents, les débiteurs et autres montants à recevoir, ainsi que les créditeurs et charges à payer, se rapprochait de leur juste valeur en raison de la période relativement brève qu'il restait à couvrir jusqu'à l'échéance de ces instruments.

La juste valeur des emprunts à long terme et des dépôts reçus d'un client à taux d'intérêt variable se rapproche de leur valeur comptable du fait que les taux fluctuent selon le marché.

La juste valeur des emprunts à long terme se rapproche de leur valeur comptable étant donné que les conditions d'emprunt de la Société correspondent approximativement aux conditions actuelles du marché.

La juste valeur des emprunts à long terme et des dépôts reçus ne portant pas intérêt se rapprochait de la valeur comptable aux 31 mai 2009 et 31 mai 2008.

14. Gain de change

	2009	2008
Gain de change relié aux opérations	1 523 887 \$	124 710 \$
Gain de change réalisé sur les instruments financiers dérivés	232 625	–
Gain de change non réalisé sur instruments financiers dérivés	1 685 076	–
	3 441 588 \$	124 710 \$

15. Frais financiers

	2009	2008
Intérêts et frais bancaires	112 560 \$	90 599 \$
Intérêts sur la dette à long terme	195 732	258 259
Amortissement des frais reportés	69 157	12 045
	377 449 \$	360 903 \$

16. Gestion du capital

La Société n'est sujette à aucune restriction externe sur son capital.

Les objectifs de la Société dans la gestion de son capital sont :

- Maintenir une structure financière flexible afin d'optimiser le rendement du capital tout en le maintenant à un niveau de risque acceptable ;
- Soutenir les développements futurs de la Société incluant les activités de recherche et développement, l'expansion d'installations existantes ou la construction de nouvelles installations, les acquisitions potentielles d'entreprises ou de produits complémentaires ; et
- Fournir aux actionnaires de la Société un retour sur investissement adéquat.

La Société définit son capital comme étant les capitaux propres.

Les capitaux propres se sont chiffrés à 112 368 764 \$ au 31 mai 2009 et 90 962 804 \$ au 31 mai 2008. L'augmentation provient principalement du bénéfice net de l'exercice terminé le 31 mai 2009.

16. Gestion du capital (suite)

La Société exerce une gestion de capital basée sur la relation entre la dette nette et le capital. La dette nette représente la somme de la dette financière à court et long terme incluant la portion échéant en deçà d'un an et la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents.

Depuis l'émission d'actions qui a eu lieu au cours de l'exercice se terminant le 31 mai 2008, la Société a maintenu un capital excédentaire à ses besoins actuels et a investi ce capital dans la trésorerie et équivalents afin de maintenir/retenir un maximum de flexibilité financière dans le but de profiter d'occasions d'acquisition ou d'expansion si elles se présentaient.

17. Contribution gouvernementale

Au cours des exercices terminés les 31 mai 2009 et 2008, la Société a comptabilisé des crédits d'impôts pour la recherche et le développement s'élevant respectivement à 423 603 \$ et 499 079 \$. Ces crédits d'impôt sont toutefois assujettis à la revue et à l'approbation des autorités fiscales.

Au cours des exercices terminés les 31 mai 2009 et 2008, la Société a comptabilisé des subventions d'Investissement Québec totalisant respectivement 0 \$ et 85 492 \$. Les subventions ont été comptabilisées en réduction des immobilisations.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2008, la Société a comptabilisé dans sa filiale allemande deux subventions d'un montant total de 4 125 371 \$ provenant des autorités fiscales et soutien économique. Un solde de 2 518 930 \$ est toujours à recevoir au 31 mai 2009 (3 594 137 \$ au 31 mai 2008) et est présenté dans les actifs à court terme (en 2008, 1 540 760 \$ dans les actifs à court terme et 2 053 377 \$ dans les actifs à long terme) et devrait être encaissé au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2010.

18. Engagements

- a) La Société loue certains locaux et des équipements en vertu de contrats de location-exploitation, échéant en mai 2012 pour les locaux et en juin 2013 pour les équipements. Les frais de location pour l'exercice terminé le 31 mai 2009 s'élèvent 701 833 \$.

Les paiements minimums exigibles, excluant les frais d'exploitation, au cours des prochains exercices sont les suivants :

2010	640 268 \$
2011	610 268
2012	610 268
2013	208 216
2014	17 351
	<hr/>
	2 086 371 \$

- b) Au 31 mai 2009, la Société avait des commandes avec des fournisseurs s'élevant à 239 321 \$ (1 186 184 \$ en 2008) pour des immobilisations corporelles.
- c) La filiale allemande 5N PV GmbH s'est engagée à respecter un certain nombre de clauses dans son contrat d'approvisionnement avec First Solar. Ces clauses incluent outre la mise en production de notre usine allemande en août 2008, ce qui fut fait, la livraison de quantité minimum de produits et certaines obligations de recyclage. Advenant un défaut, la filiale 5N PV GmbH a un délai de grâce pour y remédier suite à quoi elle pourrait se voir dans l'obligation de céder ses actifs à First Solar pour une contrepartie correspondant approximativement au coût net d'acquisition.

19. Bénéfice net par action

Aux 31 mai	2009	2008
Numérateur		
Bénéfice net	20 868 124 \$	7 175 011 \$
Dénominateur		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	45 505 213	35 308 641
Effet des titres dilutifs		
Options d'achat d'actions	370 909	321 319
Billets convertibles	–	1 254 816
	45 876 122	36 884 776
Bénéfice par action		
De base	0,46 \$	0,20 \$
Dilué	0,45 \$	0,19 \$

20. Information sectorielle

La Société œuvre dans un seul secteur, soit celui de la purification et le recyclage des métaux.

Secteurs géographiques

Les ventes sont attribuées aux secteurs géographiques en fonction de la domiciliation des ententes contractuelles signées avec les clients.

	2009	2008
Ventes effectuées aux clients dans les secteurs géographiques suivants :		
États-Unis	40 559 556 \$	15 526 294 \$
Europe	20 774 725	12 521 891
Asie	6 431 033	634 251
Canada	1 591 612	979 822
Autres pays	16 191	1 310 683
Exercices terminés les 31 mai	69 373 117 \$	30 972 941 \$
	2009	2008
Immobilisations corporelles dans les pays suivants :		
Canada	13 424 454 \$	11 501 758 \$
Allemagne	12 753 969	9 719 131
Aux 31 mai	26 178 423 \$	21 220 889 \$

21. Chiffres correspondants

Certains chiffres ont fait l'objet d'un reclassement afin de rendre leur présentation conforme à celle de l'exercice en cours.

Renseignements supplémentaires

COTE BOURSIÈRE

Le titre de 5N Plus se négocie à la Bourse de Toronto sous le symbole VNP.TSX

AGENT DE TRANSFERT ET REGISTRAIRE
Services aux investisseurs Computershare inc.

COMPTABLES

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

SIÈGE SOCIAL

4385, rue Garand
Montréal (Québec)
H4R 2B4

ASSEMBLÉE ANNUELLE

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu à 10 h, le jeudi 8 octobre 2009
Musée McCord
Amphithéâtre J. Armand Bombardier
690, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) Canada

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

5N Plus inc.
4385, rue Garand
Montréal (Québec)
H4R 2B4
T : 514-856-0644
F : 514-856-9611
invest@5nplus.com

If you wish to receive an English copy of this annual report, please write to :

INVESTOR RELATIONS

5N Plus Inc.
4385 Garand Street
Montreal, Quebec
H4R 2B4

It is also available on our website at :
www.5nplus.com



www.5nplus.com



5N PV GmbH
Oderlandstrasse 104
D-15890
Eisenhüttenstadt
Allemagne



5N Plus inc.
4385, rue Garand
Montréal (Québec)
H4R 2B4
Canada